

Tiré – à – part

Véronique Borzeix

- La réforme de la PAC de 1992 : bilan d'une décennie d'adaptation des élevages "bovins viande"

NEE n°16, avril 2002, pp. 81-116

Résumé

Au cours de la dernière décennie, les exploitations d'élevage "bovins-viande" ont considérablement augmenté leur SAU (+27%) et leur cheptel (+40% de vaches allaitantes par exploitation). Ces évolutions sont corrélées dans presque toutes les régions d'élevage à une disparition de plus de 10% du nombre d'exploitations spécialisées. Malgré la baisse des prix institutionnels décidée en 1992, le produit brut des élevages bovins progresse de 23% (en francs courants par exploitation) sur la période et ce directement du fait de l'augmentation des cheptels. Les charges évoluant plus vite que le produit, la valeur ajoutée est donc en nette régression sur la décennie (-10% par exploitation, -29% par ha). Cependant, l'augmentation des soutiens publics, combinée aux baisses d'impôts et taxes confortent l'EBE des exploitations, qui croît de 55% (en francs courants) sur la période. Le résultat disponible gagne ainsi près de 75% par exploitation, soit 37% pour un résultat ramené à l'hectare et 32% par UGB. Les ratios financiers sont globalement stables sur la décennie. On notera, pour conclure, que les exploitations sont de plus en plus spécialisées et que leur dépendance à l'égard des soutiens publics s'accroît au cours de ces 10 années, les rendant très vulnérables à toute modification de politique agricole.



Direction des Affaires Financières

Sous-Direction de l'Évaluation, de la Prospective et des Études

NOTES ET ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Directrice de la publication : Mireille RIOU-CANALS, DAF

Rédacteur en chef : Alain BLOGOWSKI, DAF

Secrétariat : Huguette BILLAUD, DAF

Membres du comité de lecture :

Éric BARDON, SCOM
Véronique BORZEIX, DPEI
Philippe BOYER, DAF
Florence CLERMONT-BROUILLET, DPEI
Bernard DECHAMBRE, DAF
Hervé DURAND, DGAL
Olivier ROUSSET, DEPSE
Denis HAIRY, DGAL
Hervé LE GALL, DAF
Jacques LOYAT, DGER
Sylvain MOREAU, DAF
Philippe ROGIER, DERF
Évelyne SIROTA, DAF
Bruno VINDEL, DAF

Composition : DAF/SDEPE

Impression : Ministère de l'agriculture et de la pêche

Dépôt légal : à parution

ISSN : 1275-7535

Renseignements et diffusion : voir page 4 de couverture

**LA RÉFORME DE LA PAC DE 1992 :
BILAN D'UNE DÉCENNIE D'ADAPTATION
DES ÉLEVAGES "BOVINS VIANDE"**

Véronique Borzeix

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, DAF / SDEPE / BAEP

L'ESSENTIEL DE L'ARTICLE

Au cours de la dernière décennie, les producteurs de viande bovine ont dû faire face à divers bouleversements. En 1992, l'Organisation Commune de Marché (OCM) «viande bovine» est largement révisée par la réforme de la PAC. En 1994, l'accord sur l'agriculture, signé à Marrakech, concerne également ce secteur, en particulier du fait de son volet "restriction des restitutions à l'exportation" qui oblige l'Union européenne à diminuer ses exportations subventionnées. Enfin en 1996, dans un contexte de baisse généralisée de la consommation européenne de viande rouge, la première crise de l'ESB affecte durement les éleveurs allaitants*.

Pour faire face aux changements de politique agricole plusieurs choix s'offraient aux exploitants : diversification, gains de productivité, modification des systèmes d'élevage et du type de production, agrandissement... Dans le secteur bovin, les gains de productivité sont physiquement limités, les niveaux de produit brut à l'hectare sont historiquement faibles et le niveau restreint de main d'œuvre sur les exploitations limite les possibilités de diversification. Reste la solution de l'agrandissement des surfaces et du cheptel. On assiste sur la période à une augmentation considérable de la SAU des exploitations de l'OTEX "bovins viande" (+27%), et de leur cheptel (+40% de vaches allaitantes par exploitation). Cet agrandissement est corrélé dans presque toutes les régions d'élevage à une disparition de plus de 10% des exploitations d'élevage. Ces évolutions simultanées du cheptel et des surfaces, tendent en moyenne vers un léger accroissement du chargement. Au niveau national, l'augmentation généralisée des surfaces s'est accompagnée d'un accroissement, par exploitation, de la main d'œuvre totale et notamment salariée. Dans le cas de l'élevage bovin, on note, au niveau des exploitations, un nombre de travailleurs nettement plus faible que la moyenne française sur toute la période étudiée et une diminution légère (-5%). La surface cultivée par travailleur est donc en augmentation (+34%).

Malgré la baisse des prix institutionnels décidée en 1992, le produit brut des élevages bovins progresse de 23% (en francs courants) par exploitation sur la période et ce directement du fait de l'augmentation des cheptels. Les charges augmentant plus vite que le produit, la valeur ajoutée est donc en nette régression sur la décennie (-10% par exploitation, -29% par ha).

Cependant, l'augmentation des soutiens publics, combinée aux baisses d'impôts et taxes confortent l'EBE des exploitations, qui croit de 55% (en francs courants) sur la période. Le résultat disponible gagne ainsi près de 75% par exploitation, soit 37% pour un résultat ramené à l'hectare et 32% par UGB. Enfin, l'autofinancement net augmente sur la période et ce malgré une tendance haussière (avec de très fortes variations inter-annuelles) des prélèvements privés de l'exploitant.

Les ratios financiers ont globalement une bonne tenue sur la décennie. En parallèle, les exploitations sont de plus en plus spécialisées et la dépendance de leurs revenus vis-à-vis des soutiens publics s'accroît au cours de ces 10 années, les rendant très vulnérables à toute modification de politique agricole.

** Bien que l'ensemble des indicateurs économiques analysés dans ce document soient orientés à la hausse, il est nécessaire de rester prudent. En effet, d'une part nos indicateurs sont exprimés en francs courants et ne prennent donc pas en compte l'inflation, d'autre part les revenus des exploitations d'élevage sont parmi les plus faibles du secteur agricole français et enfin, l'analyse ici présentée n'intègre ni les modifications de politique agricole liées à Agenda 2000, ni la deuxième crise de l'ESB (à partir d'octobre 2000), ni l'épidémie de fièvre aphteuse. La prise en compte de ces événements, trop récents, aurait sans aucun doute profondément modifié les résultats présentés ici.*

LA RÉFORME DE LA PAC DE 1992 : BILAN D'UNE DECENNIE D'ADAPTATION DES ÉLEVAGES "BOVINS VIANDE"

INTRODUCTION

En 1990, sur la base des résultats issus du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA), 9% des exploitations "professionnelles" françaises appartenaient à l'orientation technico-économique (OTEX) "bovins élevage viande" (OTEX 42) et détenaient plus de la moitié (51%) du cheptel français de vaches allaitantes. En 1999, cette même OTEX représente 10% des exploitations "professionnelles" françaises, détient toujours environ 50% du cheptel allaitant français et réalise 31% (en valeur) de la production française de gros bovins et veaux.

Au cours de la dernière décennie, plusieurs événements ont marqué le secteur bovin viande. En 1992, l'Organisation Commune de Marché (OCM) "viande bovine" est largement visée par la réforme de la PAC. On cherchait alors à restreindre la production de viande rouge et à encourager les éleveurs à adopter des modes de production plus extensifs. L'accord sur l'agriculture, signé en 1994 à Marrakech, concerne également ce secteur, en particulier du fait de son volet "restriction des restitutions à l'exportation" qui oblige l'Union européenne à diminuer ses exportations aidées de viande bovine. Enfin en 1996, dans un contexte de baisse généralisée de la consommation européenne de viande rouge, la première crise de l'ESB affecte durement les éleveurs de bovins.

A partir des données techniques, économiques et financières du RICA, nous nous proposons ici de faire le bilan de dix années d'évolution des exploitations spécialisées dans l'élevage de "bovin viande". Ayant fait le choix de travailler sur la base d'un échantillon complet, les résultats intègrent donc les modifications liées aux évolutions démographiques et structurelles intervenues au cours de la période étudiée. Les constats des différentes évolutions moyennes différenciées par région et classe de chargement, au cours de la période 1990-99, seront un préalable utile à toute nouvelle réflexion sur les évolutions possibles de l'organisation commune de marché de ce secteur. *On notera que le travail présenté ici ne prend pas en compte les événements récents qui ont profondément marqué la filière : seconde crise de l'ESB, fièvre aphteuse et mise en place des accords de Berlin.*

OUTILS ET MÉTHODE

Représentativité de l'OTEX "bovins-viande" (42) dans la production bovine française

Le travail qui suit se propose de faire un bilan de l'évolution de l'orientation technico-économique (OTEX) 42 ("bovins élevage et viande") au cours de la dernière décennie à partir du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA). Ces exploitations produisent soit des animaux dits "finis" destinés à être abattus dès leur départ de l'exploitation, soit des animaux dits "maigres" vendus à d'autres éleveurs qui en assureront l'engraissement.

Le rattachement d'une exploitation donnée à l'OTEX 42 se fait sur la base de la composition de sa Marge Brute Standard. Ainsi, appartiennent à cette orientation, les unités :

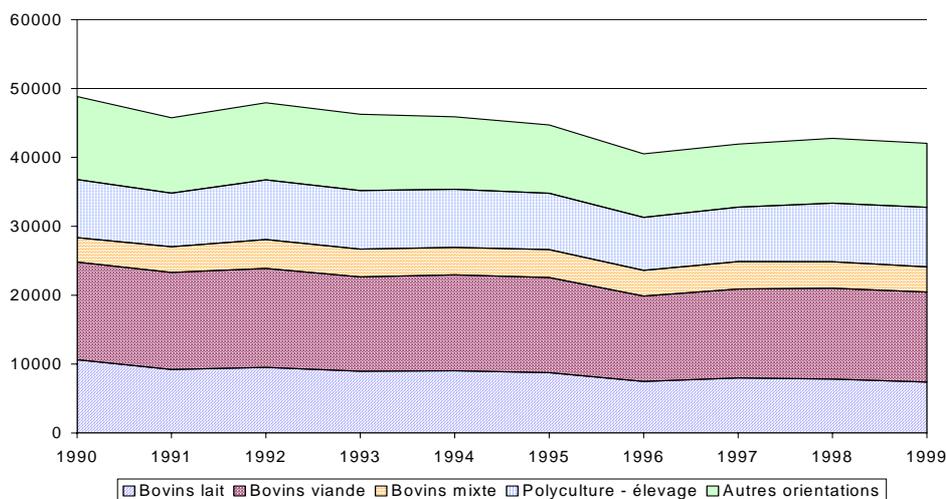
- dont la MBS prairies et herbivores représente au moins 2/3 de la MBS totale, *et*
- dont la MBS "bovins" représente au moins 2/3 de la MBS totale, *et*
- dont la MBS "vache laitière" est inférieure à 10% de la MBS totale.

Pour la suite de cette étude, et pour simplifier, *on les nommera indifféremment "bovins viande", OTEX 42, ou encore "élevages allaitants"* (même s'il existe des exploitations au sein de cette OTEX qui ne sont pas "allaitantes" mais engraisseurs purs, sans aucune vache nourrice). *Le lecteur conservera cependant en mémoire que cette OTEX n'englobe pas l'ensemble du cheptel de vaches allaitantes françaises, que l'on retrouve également dans les élevages mixtes (vaches laitières et vaches allaitantes ou race mixte, OTEX 43) et les exploitations de polyculture-élevage (OTEX 81) et de polyélevage (OTEX 71).*

Tout au long de cet article, on se souviendra de plusieurs points fondamentaux.

- Le RICA ne s'intéresse qu'aux exploitations dites "professionnelles", soit celles qui emploient au moins 0,75 UTA **ET** disposent d'au moins 8 UDE. Or, le secteur de l'élevage, plus que d'autres, compte un nombre important d'exploitations de petite dimension économique. Ces exploitations dites "non professionnelles", qui ne sont pas prises en compte dans le RICA, sont comptabilisées dans l'enquête structure et le Recensement Général de l'Agriculture (RGA). Les chiffres présentés ci-après sur les structures peuvent donc quelque peu différer de ceux fournis par le RGA, l'échantillon observé n'étant pas le même.
- Cette OTEX 42, de par sa définition même, regroupe donc des unités très spécialisées, qu'il s'agisse d'élevages naisseurs, engraisseurs ou naisseurs-engraisseurs. On retrouve des vaches allaitantes dans d'autres OTEX, notamment 43 "élevage lait et viande" et 81 "grandes cultures et herbivores". Ainsi la production bovine en France relève de l'OTEX 42, mais également de nombreuses autres OTEX composées d'unités plus diversifiées.

Graphique 1 - Production française de gros bovins et veaux (en millions de francs)



Source : Compte de l'agriculture, DAF/SCEES

Tableau 1 - Poids de l'OTEX 42 et de quelques autres orientations dans les activités bovines

| 1990 | France | OTEX 41 | OTEX 42 | OTEX 43 | OTEX 81 | OTEX 71 | OTEX 82 |
|---|--------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Nombre d'exploitations | 100% | 21% | 9% | 4% | 10% | 3% | 2% |
| Effectif veaux de batterie | 100% | 9% | 36% | 23% | 12% | 8% | 2% |
| Effectif autres veaux de boucherie | 100% | 22% | 13% | 19% | 19% | 5% | 3% |
| Effectif autres bovins de moins d'un an | 100% | 29% | 28% | 9% | 16% | 3% | 1% |
| Effectif bovins mâles de un à deux ans | 100% | 17% | 23% | 13% | 21% | 3% | 1% |
| Effectif bovins femelles de un à deux ans | 100% | 39% | 20% | 9% | 16% | 4% | 1% |
| Effectif bovins mâles de deux ans et plus | 100% | 22% | 22% | 16% | 14% | 3% | 0% |
| Effectif génisses élevage de deux ans et plus | 100% | 39% | 18% | 10% | 16% | 4% | 1% |
| Effectif génisses viande de deux ans et plus | 100% | 11% | 24% | 12% | 17% | 2% | 4% |
| Effectif vaches laitières (y compris de réforme) | 100% | 64% | 0% | 9% | 16% | 4% | 1% |
| Effectif autres vaches : vaches nourrices | 100% | 2% | 51% | 6% | 13% | 4% | 1% |

| 1999 | France | OTEX 41 | OTEX 42 | OTEX 43 | OTEX 81 | OTEX 71 | OTEX 82 |
|---|--------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Nombre d'exploitations | 100% | 17% | 10% | 4% | 10% | 2% | 2% |
| Effectif Veaux de batterie | 100% | 6% | 36% | 20% | 15% | 0% | 0% |
| Effectif Autres veaux de boucherie | 100% | 9% | 22% | 5% | 31% | 2% | 5% |
| Effectif Autres bovins de moins d'un an | 100% | 23% | 30% | 11% | 18% | 3% | 1% |
| Effectif Bovins mâles de un à deux ans | 100% | 20% | 21% | 17% | 21% | 3% | 1% |
| Effectif Bovins femelles de un à deux ans | 100% | 32% | 20% | 10% | 19% | 4% | 1% |
| Effectif Bovins mâles de deux ans et plus | 100% | 22% | 24% | 17% | 16% | 3% | 1% |
| Effectif Génisses élevage de deux ans et plus | 100% | 34% | 21% | 11% | 19% | 3% | 1% |
| Effectif Génisses viande de deux ans et plus | 100% | 14% | 21% | 18% | 20% | 3% | 1% |
| Effectif Vaches laitières (y compris de réforme) | 100% | 55% | 0% | 11% | 21% | 4% | 1% |
| Effectif Autres vaches : vaches nourrices | 100% | 3% | 51% | 9% | 14% | 3% | 2% |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

On soulignera par exemple, que l'OTEX 42 ne détient qu'environ 50% du troupeau allaitant français.

Échantillon complet, mais non constant

Sur la base d'un plan de sélection annuel élaboré au niveau national, les responsables régionaux du RICA renouvellent chaque année une partie de l'échantillon afin de pallier la défection de certaines exploitations (cessation d'activité ou sortie volontaire du dispositif d'observation) et de respecter les évolutions de l'univers de référence telles qu'elles apparaissent dans les enquêtes bisannuelles sur la structure des exploitations agricoles. L'analyse des évolutions observées entre 1990 et 1999 à partir du réseau pouvait donc se faire :

- soit à partir de la comparaison des données issues des échantillons complets des exercices considérés,
- soit en ne retenant que les exploitations figurant dans la base de données durant toute la période étudiée, et constituant un échantillon constant.

Dans le premier cas les résultats intègrent les modifications liées aux évolutions démographiques et structurelles intervenues au cours de la période étudiée. Dans le second, en se limitant aux seules exploitations pérennes (dans le Réseau), l'incidence de ces phénomènes est gommée.

Pour cette étude nous avons privilégié la première solution, en premier lieu parce que nous souhaitons intégrer les évolutions structurelles à notre analyse mais également parce que l'analyse d'un échantillon constant sur 10 ans à partir du Réseau est quasiment impossible au niveau d'une OTEX, l'échantillon de travail ayant alors toutes les chances d'être non représentatif.

En tout état de cause, le lecteur gardera à l'esprit que l'échantillon de travail utilisé pour réaliser cette étude est **complet, mais non constant**. L'analyse s'appuie sur un échantillon glissant, c'est-à-dire que les exploitations présentes dans le fichier 1999 peuvent ne pas l'être en 1990, et inversement.

L'ÉVOLUTION DES STRUCTURES

Des exploitations de moins en moins nombreuses, mais plus grandes...

Au cours de la dernière décennie, la structure de la "Ferme France" a largement été modifiée¹. Les changements de politique agricole qui l'ont, parmi d'autres facteurs, modelé n'ont pas affecté de la même façon toutes les orientations technico-économiques (OTEX). Dans le cas des exploitations d'élevage "bovins viande", de nombreuses modifications peuvent être relevées, tant au niveau des structures, que des recettes, des charges, des soutiens publics et du revenu.

¹ Pour de plus amples détails, on se reportera utilement à l'article "Une vue d'ensemble sur l'évolution des exploitations agricoles françaises de 1990 à 1999", également proposé dans ce seizième numéro de Notes et Études Économiques.

En 10 ans, le secteur agricole français a perdu 23% de ses exploitations professionnelles. Dans le même temps, le secteur "bovin viande"² n'a vu ses effectifs diminuer que de 13%³. La baisse du nombre d'exploitations d'élevage bovin a donc été moins marquée qu'au niveau national. Sur les 120 000 exploitations "professionnelles" disparues entre 1990 et 1999 au niveau national, 6 000 appartenaient à l'OTEX 42, soit un peu plus de 5%. Sur la même période, la SAU moyenne des exploitations de cette OTEX augmentait de 27%, contre 37% pour la moyenne nationale. En 1999, sur les 26 millions d'hectares exploités par les agriculteurs français, 2,9 millions étaient utilisés par l'OTEX 42 (soit un peu plus de 11%) contre 2,6 millions en 1990.

Tableau 2 - Évolution de la structure des exploitations de l'OTEX 42 et comparaison avec les moyennes nationales

| | 1990 | 1999 | 99/90 |
|-------------------------------------|---------|---------|-------|
| Nombre d'exploitations | | | |
| France entière | 521 600 | 404 200 | -23% |
| Bovins viande | 46 400 | 40 300 | -13% |
| Soit en % | 9% | 10% | |
| SAU (ha/exploitation) | | | |
| France entière | 47,2 | 64,7 | 37% |
| Bovins viande | 56,8 | 72,1 | 27% |
| SAU totale (en million d'ha) | | | |
| France entière | 24,6 | 26,2 | 7% |
| Bovins viande | 2,6 | 2,9 | 10% |
| Soit en % | 11% | 11% | |

NB : on notera ici que la SAU "France entière" augmente sur la période. Ce résultat, qui peut paraître curieux, s'explique cependant, dans la mesure où l'on ne prend en compte que les seules exploitations professionnelles.

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

Un emploi salarié toujours marginal

Au niveau national (en moyenne par exploitation), l'augmentation généralisée des surfaces, s'est accompagnée d'un accroissement du nombre de salariés. En ce qui concerne les exploitations étudiées, on observe sur toute la période, un niveau de main d'œuvre bien en dessous de la moyenne nationale. De plus pour ces mêmes exploitations le nombre d'UTA⁴ est en diminution (-5%). Cette baisse s'explique en grande partie par une réduction de la main d'œuvre non salariée (aides familiaux), non compensée par l'évolution du niveau de la main d'œuvre salariée. Les évolutions sont, bien entendu, variables selon les régions. Ainsi, c'est en Bourgogne que le niveau de main d'œuvre salariée est le plus élevé en début comme en fin de période. A l'inverse, ce type de main d'œuvre est quasi inexistant dans les autres régions.

En 10 ans l'agriculture française a perdu un peu moins de 165 000 unités de travail annuel, mais a gagné environ 16 000 unités de travail salariées. Dans le même temps, l'OTEX 42 perd 10 500 UTA sans gain significatif de travailleurs salariés.

² On rappelle ici qu'il s'agit uniquement des exploitations de l'OTEX 42. Il existe également des exploitations allaitantes dans les OTEX 43 (élevage mixte) et 81 (polyculture - herbivores), mais qui ne sont pas prises en compte ici.

³ Les données du Recensement Général Agricole (RGA) de 1988 et 2000 indiquent, quant à elles, une baisse de 19% du nombre d'exploitations de l'OTEX 42 (77 556 exploitations en 2000, contre 95 561 en 1988). On rappelle cependant que le RGA prend en compte l'ensemble des exploitations et non pas les seules "professionnelles", comme c'est le cas dans le RICA.

⁴ Unité de travailleur annuel, cette variable est obtenue en divisant le temps de travail par 2 200 heures. Les UTA sont plafonnées à 1 par travailleur.

Tableau 3 – Évolution de la main d'œuvre sur les exploitations "bovins viande", par région

| | UTA totales | | | UTA non salariées | | | UTA salariées | | |
|-----------------------------|-------------|------|---------|-------------------|------|---------|---------------|------|---------|
| | 1990 | 1999 | 1999/90 | 1990 | 1999 | 1999/90 | 1990 | 1999 | 1999/90 |
| Toutes OTEX | 1,74 | 1,84 | 6% | 1,46 | 1,44 | -1% | 0,28 | 0,4 | 43% |
| OTEX "bovins viande" | 1,44 | 1,37 | -5% | 1,38 | 1,31 | -5% | 0,06 | 0,06 | 0% |
| dont | | | | | | | | | |
| Auvergne | 1,48 | 1,32 | -11% | 1,38 | 1,26 | -9% | 0,1 | 0,06 | *** |
| Bourgogne | 1,42 | 1,54 | 8% | 1,32 | 1,42 | 8% | 0,1 | 0,1 | *** |
| Limousin | 1,64 | 1,42 | -13% | 1,6 | 1,36 | -15% | 0,04 | 0,06 | *** |
| Midi Pyrénées | 1,55 | 1,35 | -13% | 1,52 | 1,32 | -13% | 0,03 | 0,03 | *** |
| Pays de la Loire | 1,25 | 1,38 | 10% | 1,24 | 1,35 | 9% | 0,01 | 0,03 | *** |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

Les exploitations de l'OTEX 42 sont essentiellement de forme individuelle (95% en 1990 et 89% en 1999). On note cependant sur la période, une augmentation des formes sociétaires : GAEC surtout, mais également EARL. Ainsi, si en 1990, 3% des exploitations de l'OTEX 42 relevaient du statut des GAEC, elles sont 6% à appartenir à ce statut juridique en 1999. Dans le cas des EARL, on passe de 1% en 1990 à 4% en fin de période.

Évolution de l'assolement

Concernant les assolements (cf tableau 4), la part occupée par les grandes cultures dans la SAU des exploitations d'élevage bovin reste très faible et diminue sur la période (10,4% en 1990 contre 9,7% en 1999)⁵. La surface moyenne en COP par exploitation augmente pourtant sur la période, mais moins que la SAU (+18%). L'accroissement de SAU des exploitations de l'OTEX 42 se fait ainsi majoritairement au profit des prairies (+31% de surfaces toujours en herbe par exploitation, et + 189 000 ha de prairies au niveau français pour cette OTEX) au détriment des surfaces en maïs fourrage (en moyenne -25% par exploitation et -53 300 ha au niveau français pour cette OTEX).

Tableau 4 – Évolution de la composition de la SAU pour l'OTEX 42

| | 1990 | 1999 | 99/90 |
|---|------|------|-------|
| en hectare par exploitation | | | |
| COP | 5,9 | 7,0 | 18% |
| Surface fourragère totale | 49,3 | 62,5 | 27% |
| *Dont prairies permanentes | 30,1 | 39,4 | 31% |
| *Dont prairies temporaires | 15,4 | 20,5 | 33% |
| *Dont maïs fourrage | 3,3 | 2,5 | -25% |
| Total pour l'OTEX 42 (en million d'hectares) | | | |
| COP | 0,27 | 0,28 | 3% |
| Surface fourragère totale | 2,29 | 2,52 | 10% |
| *Dont prairies permanentes | 1,40 | 1,59 | 14% |
| *Dont prairies temporaires | 0,72 | 0,83 | 15% |
| *Dont maïs fourrage | 0,15 | 0,10 | -35% |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

⁵ La définition de l'OTEX 42 conduit cependant, de fait, à un faible niveau de diversification des exploitations "bovins viande". Une forte diversification céréalière, comme cela peut être le cas pour certaines exploitations bovines des Pays de la Loire, entraîne un glissement vers une autre OTEX (polyculture - élevage).

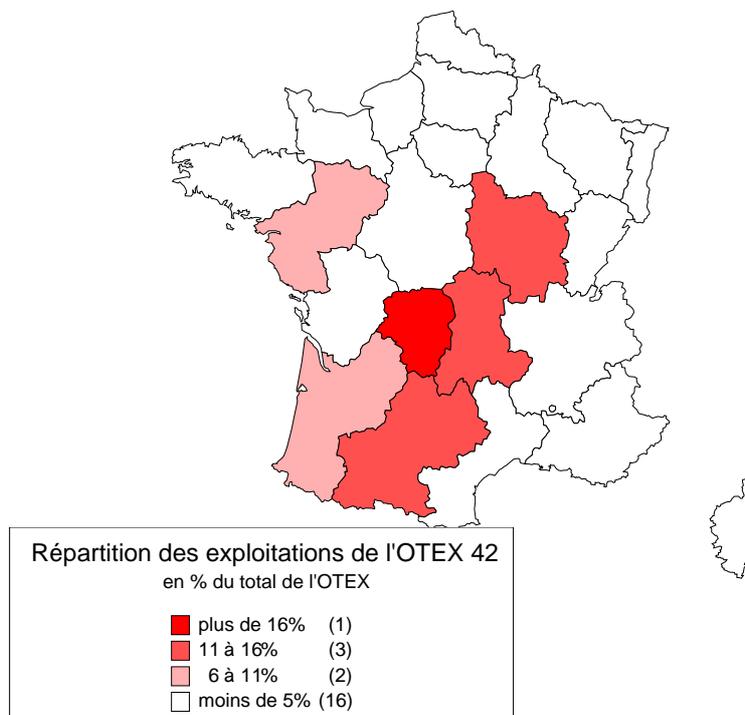
Contrairement à la moyenne française, le nombre moyen d'hectares exploités en faire-valoir direct augmente sur la période pour les exploitations "bovins allaitants" (+9%). Cette augmentation étant inférieure à l'accroissement de la SAU totale, la part des surfaces en propriété dans la SAU diminue sur la période : en 1999, les éleveurs de l'OTEX 42 possédaient environ 30% des terres qu'ils cultivaient (contre 34% en 1990). Le tableau 3 montre de plus que la problématique du faire valoir direct est très différente selon les régions. L'augmentation moyenne par exploitation pour cette OTEX s'explique par l'accroissement des terres en propriété sur les exploitations du sud-ouest, de l'Auvergne, et des Pays de la Loire.

Tableau 5 - Évolution des surfaces en faire valoir direct pour l'OTEX 42

| | 1990 | 1999 | 99/90 |
|---|------|------|-------|
| SAU en faire valoir direct (ha/exploitation) | | | |
| France entière | 14,8 | 13,3 | -11% |
| Total OTEX 42 | 19,3 | 21,3 | 9% |
| <i>dont</i> | | | |
| Auvergne | 23,9 | 28,7 | 17% |
| Bourgogne | 16,9 | 15,5 | -9% |
| Limousin | 27,3 | 26,8 | -2% |
| Midi Pyrénées | 20,4 | 24,3 | 16% |
| Pays de la Loire | 9,6 | 12,3 | 22% |
| Soit en % de la SAU totale | | | |
| France entière | 31% | 21% | ↘ |
| Total OTEX 42 | 34% | 29% | ↘ |
| <i>dont</i> | | | |
| Auvergne | 34% | 35% | ↗ |
| Bourgogne | 21% | 14% | ↘ |
| Limousin | 52% | 38% | ↘ |
| Midi Pyrénées | 48% | 47% | ↘ |
| Pays de la Loire | 24% | 23% | ↘ |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

Carte 1 : Répartition géographique des exploitations de l'OTEX 42 (1999)



Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

La répartition géographique des exploitations de l'OTEX 42 a peu évolué sur la période. On peut cependant noter que les régions du Limousin, de l'Auvergne et de Midi Pyrénées consacrent plus d'hectares de leur SAU à l'élevage allaitant en fin qu'en début de période (cf tableau 6). C'est le contraire pour la Bourgogne et les Pays de la Loire, pour lesquelles l'agrandissement des exploitations ne permet pas de compenser la chute de leur nombre. Globalement, le secteur "élevage allaitant" (OTEX 42 uniquement) gagne près de 270 000 hectares de SAU sur la période.

Concernant les variations de surfaces à l'échelle de l'exploitation (cf tableau 6), ce sont les exploitations limousines, bourguignonnes et ligériennes qui enregistrent les augmentations de SAU les plus conséquentes. Dans le même temps, ces trois régions voient disparaître entre 13 et 33% de leurs élevages. La disparition des exploitations semble donc permettre l'agrandissement et non l'installation. On ajoutera cependant que dans ces régions, la forte diminution du nombre d'exploitations est certes liée à une restructuration importante, mais également à une diversification des productions agricoles au sein des exploitations, d'où un glissement vers d'autres OTEX. Dans d'autres régions, telles que le Limousin, l'Auvergne ou Midi Pyrénées, ce phénomène de diversification est difficilement possible. Nous n'avons cependant pas ici l'ambition de rendre compte de la complexité du lien "agrandissement – installation – diversification".

Tableau 6 - Évolution des structures pour l'OTEX "bovins allaitant", par région

| | 1990 | 1999 | Variation | 1990 | 1999 | Variation | | |
|-------------------------|------------------------|-------------|-----------|-----------------|-------|-----------------------|-----|-----|
| | Nombre d'exploitations | SAU moyenne | | en ha par expl. | % | En 1000 ha par région | | |
| Auvergne | 6 100 | 5 700 | -7% | 69,4 | 82,1 | 12,7 | 18% | 45 |
| Bourgogne | 8 000 | 5 500 | -30% | 82,3 | 111,2 | 28,9 | 35% | -47 |
| Limousin | 10 000 | 8 700 | -13% | 52,4 | 70,8 | 18,4 | 35% | 92 |
| Midi Pyrénées | 4 600 | 5 300 | 16% | 42,8 | 51,8 | 9 | 21% | 78 |
| Pays de la Loire | 6 000 | 4 000 | -33% | 39,6 | 53,1 | 13,5 | 34% | -25 |
| Total OTEX 42 | 46 400 | 40 300 | -13% | 56,8 | 72,1 | 15,3 | 27% | 270 |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

Dans le secteur "bovins viande" l'accroissement des cheptels et des surfaces n'a pas entraîné d'augmentation de l'emploi. Le nombre d'hectares cultivés par travailleur (cf tableau 6) est donc en nette augmentation sur la période (+31%) et dépasse de près de 50% la moyenne nationale (ce qui, rappelons le, est une caractéristique de l'élevage allaitant).

Tableau 7 – Évolution de la SAU par UTA, par région

| | 1990 | 1999 | 99/90 |
|-------------------------------|------|------|-------|
| Toutes OTEX | 27,1 | 35,1 | 30% |
| OTEX " bovins viande " | 39,4 | 51,5 | 31% |
| dont | | | |
| Auvergne | 46,9 | 62,2 | 33% |
| Bourgogne | 57,9 | 72,2 | 25% |
| Limousin | 31,9 | 49,9 | 56% |
| Midi Pyrénées | 27,6 | 38,3 | 39% |
| Pays de la Loire | 31,6 | 38,4 | 21% |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

Cette tendance à la hausse est généralisable à l'ensemble des régions, avec cependant des variations plus ou moins fortes. Ainsi, sur les dix années étudiées, c'est le Limousin et la région Midi Pyrénées qui enregistrent les plus fortes augmentations (+56% et +39%) du nombre d'hectares par actif, mais c'est en Bourgogne que la surface par travailleur reste la plus élevée (plus de 72 ha/UTA). C'est également dans cette région que le nombre d'UGB par travailleur est le plus important (85 en 1999), mais c'est en Limousin que la progression est la plus forte (+56% sur la période).

Tableau 8 - Évolution de la structure de l'assolement des exploitations de l'OTEX 42, par région, entre 1990 et 1999 (en % de la SAU)

| | 1990 | 1999 | 1990 | 1999 | 1990 | 1999 |
|-------------------------|-----------|------|------|------|------|------|
| | Prairies* | | Maïs | | SCOP | |
| Bourgogne | 85% | 87% | 3% | 2% | 11% | 11% |
| Pays de la Loire | 68% | 72% | 19% | 12% | 13% | 15% |
| Midi-Pyrénées | 82% | 86% | 2% | 3% | 7% | 10% |
| Limousin | 83% | 88% | 5% | 3% | 11% | 9% |
| Auvergne | 90% | 90% | 2% | 2% | 8% | 8% |
| OTEX 42 | 80% | 83% | 6% | 3% | 10% | 10% |

*Il s'agit des prairies temporaires et permanentes

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

Nous l'avons vu, le nombre d'hectares en maïs fourrage a globalement diminué (-53 000 hectares entre 1990 et 1999) pour ce qui est de l'OTEX 42 (cf tableau 4). Au niveau des régions, sur le champ des exploitations étudiées, la Bourgogne perd près de 9 000 ha, les Pays de la Loire 18 500, le Limousin plus de 6 000, alors que l'Auvergne et Midi-Pyrénées augmentent leurs surfaces en maïs fourrage. On notera cependant que la part du maïs fourrage dans la SAU moyenne des exploitations diminue dans toutes les régions, laissant essentiellement place aux prairies temporaires et permanentes. On assiste donc sur la période à une réorientation vers l'herbe (cf tableau 8).

Pour ce qui est de la SCOP, c'est en Bourgogne qu'elle est, en valeur absolue, la plus élevée sur toute la période (respectivement 9 et 13 hectares en 1990 et 99), mais c'est en moyenne dans les exploitations des Pays de la Loire que les grandes cultures occupent la plus forte part de SAU (13% en 1990 et 15% en 1999, contre seulement 8% en Auvergne en 1990 et 99).

En plus de l'approche régionale, on peut mener une analyse similaire en répartissant les exploitations selon trois classes de chargement⁶. Ce critère est ici calculé en rapportant le nombre d'UGB herbivores de l'exploitation à l'ensemble de la surface fourragère (y compris celle en maïs fourrage):

- classe 1 : le chargement est inférieur à 1 Unité de Gros Bétail (UGB) par ha de Surface Fourragère Principale (SFP),
- classe 2 : le chargement est compris entre 1 et 1,6 UGB/ha,
- classe 3 : le chargement est supérieur à 1,6 UGB par ha de SFP.

⁶ Les bornes de chargement ont été choisies de façon à obtenir, *environ*, ¼ de l'échantillon 1999 en classe 1, ¼ en classe 3 et la moitié restante en classe 2. On gardera en mémoire pour la suite de l'analyse que la classe 3 ainsi définie cache une grande disparité de cas. En 1999, sur les 10 225 exploitations ayant un chargement supérieur à 1,6 UGB/ha, 53% avaient un chargement inférieur à 2 UGB/ha et 37% un chargement compris entre 2 et 3 UGB/ha.

Tableau 9 - Évolution des structures pour l'OTEX "bovins allaitants",
par classe de chargement

| | 1990 | 1999 | Variation | 1990 | 1999 | Variation | |
|----------------------|------------------------|--------|-----------|-------------|-------|-----------|-----|
| | Nombre d'exploitations | | | SAU moyenne | ha | % | |
| Classe 1 | 9 418 | 6 736 | -28% | 64,82 | 79,15 | 14,3 | 22% |
| Classe 2 | 24 182 | 23 317 | -4% | 60,82 | 74,6 | 13,8 | 23% |
| Classe 3 | 12 832 | 10 225 | -20% | 43,23 | 62,56 | 19,3 | 45% |
| Total OTEX 42 | 46 432 | 40 276 | -13% | 56,8 | 72,1 | 15,3 | 27% |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

On constate ainsi qu'entre 1990 et 1999, la classe 1 perd environ 2 600 exploitations soit 28% de ses effectifs, et ce malgré les différentes mesures de la réforme de 1992 tendant à favoriser l'élevage extensif, mesures sur lesquelles nous reviendrons. Dans le même temps, la classe 3 perd quasiment le même nombre d'exploitations, alors que la classe 2 reste pratiquement constante. On se rappellera que la majorité des aides "extensives" instaurées en 1992 concernent les exploitations dont le chargement est compris entre 1 et 1,4 UGB/ha.

Concernant les évolutions de surface agricole utile, la plus forte augmentation caractérise les exploitations ayant le plus fort chargement (+ 19,3 ha en moyenne, soit une augmentation de 45%).

Un accroissement du cheptel

En parallèle à l'augmentation des surfaces, le cheptel des exploitations étudiées s'est accru : les UGB bovines augmentent ainsi de 34% en moyenne par exploitation. La composition du cheptel évolue également. En effet si, sur la période, le troupeau de vaches allaitantes s'agrandit (+41%), celui de bovins mâles de 1 à 2 ans, quant à lui, régresse (-16%). Ces évolutions sont bien évidemment à différencier selon les régions.

Tableau 10 - Évolution du cheptel de l'OTEX "bovins viande"

| | 1990 | 1999 | 99/90 |
|--|------|------|-------|
| Nombre d'UGB bovines | 62,5 | 84 | 34% |
| <i>Effectif moyen par exploitation</i> | | | |
| Veaux de batterie | 2,7 | 3,2 | 21% |
| Autres bovins de moins d'1 an | 27,7 | 35,7 | 29% |
| Bovins mâles de 1 à 2 ans | 7 | 5,9 | -16% |
| Bovins femelles de 1 à 2 ans | 11,4 | 13,5 | 19% |
| Bovins mâles de 2 ans et plus | 2,7 | 2,8 | 1% |
| Génisses élevage de + de 2 ans | 6,4 | 8,6 | 33% |
| Génisses viande de + de 2 ans | 1,2 | 1,1 | -7% |
| Vaches allaitantes | 35,4 | 49,8 | 41% |

Note : en ce qui concerne les effectifs moyens ici présentés, on gardera à l'esprit qu'ils masquent une grande disparité de situations, en particulier au niveau des bovins mâles de 1 à 2 ans, pour lesquels les cheptels des exploitations d'engraisateurs "tirent" ces moyennes vers le haut.

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

Ce sont les exploitations bourguignonnes qui enregistrent, en moyenne, la plus forte progression du nombre d'UGB bovines (+53%) et celles des Pays de la Loire qui connaissent la plus forte augmentation de leur cheptel de vaches allaitantes. De plus, alors que le cheptel "bovins mâles de 1 à 2 ans" diminue en moyenne par exploitation pour l'OTEX prise dans son ensemble, il augmente de façon considérable dans les exploitations limousines et bourguignonnes, mais diminue dans les autres régions. Ces évolutions différenciées marquent une spécialisation régionale de l'élevage (naisseur ou naisseur-engraisseur).

Tableau 11 – Évolution du cheptel par région

| Effectif moyen par exploitation | UGB bovines | | | Vaches allaitantes | | | Bovins mâles de 1 à 2 ans | | |
|---------------------------------|-------------|------|---------|--------------------|------|---------|---------------------------|------|---------|
| | 1990 | 1999 | 1999/90 | 1990 | 1999 | 1999/90 | 1990 | 1999 | 1999/90 |
| Auvergne | 68,9 | 80,8 | 17% | 41,1 | 49,4 | 20% | 4,3 | 4,3 | -1% |
| Bourgogne | 83,2 | 127 | 53% | 45,8 | 68,1 | 49% | 7,2 | 8,5 | 18% |
| Limousin | 55,8 | 81,4 | 46% | 37,3 | 51,8 | 39% | 2,2 | 4,1 | 84% |
| Midi Pyrénées | 48,3 | 67,4 | 40% | 31,6 | 41,2 | 30% | 2,5 | 1,1 | -56% |
| Pays de la Loire | 62,5 | 83,5 | 34% | 29,4 | 44,5 | 52% | 15,0 | 11,6 | -23% |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

On rappellera ici que l'OTEX 42 regroupe des exploitations bovines très spécialisées avec cependant une forte hétérogénéité des systèmes de production. Une grande partie des exploitations appartient ainsi au système "naisseur", techniquement caractérisé par la commercialisation de broutard âgés de 6 à 8 mois (système "naisseur de broutards primés") ou d'animaux maigres primés. Les exploitations de ce système se caractérisent en général par un chargement faible. Elles se sont surtout développées dans la zone charolaise et dans le sud du Massif Central, pour répondre à des exportations d'animaux maigres vers le marché italien. On distingue également des exploitations qui relèvent du système "naisseur-engraisseur". Elles se caractérisent essentiellement par la commercialisation de taurillons (18-24 mois) ou de bœufs (30-36 mois). Ces animaux, qui sont le plus souvent nés sur l'exploitation (sauf dans le cas des systèmes "engraisseur"), sont destinés *via* les industries françaises d'abattage, à la consommation intérieure ou à l'exportation de viande fraîche. Ces exploitations, contrairement à celles de type "naisseur", sont localisées dans les zones propices à la culture de maïs fourrage. Leur chargement est en général supérieur à 1,4 UGB par hectare de SFP.

Tableau 12 – Évolution du cheptel de bœufs (bovins mâles de 2 ans et plus)

| | Effectif moyen par exploitation | | Effectif régional total | Soit en % du total de l'OTEX | Effectif régional total | Soit en % du total de l'OTEX | Variation | |
|-------------------------|---------------------------------|------|-------------------------|------------------------------|-------------------------|------------------------------|-----------|------|
| | 1990 | 1999 | | | | | en tête | En % |
| Auvergne | 4,0 | 3,6 | 24 600 | 19% | 20 200 | 18% | -4 400 | -18% |
| Bourgogne | 3,2 | 4,5 | 25 400 | 20% | 24 700 | 22% | -700 | -3% |
| Limousin | 1,4 | 2,5 | 14 000 | 11% | 21 500 | 19% | 7 500 | 54% |
| Midi Pyrénées | 1,5 | 2,0 | 6 800 | 5% | 10 500 | 9% | 3 700 | 54% |
| Pays de la Loire | 2,7 | 2,1 | 16 000 | 13% | 8 300 | 7% | -7 700 | -48% |
| OTEX 42 | 2,7 | 2,8 | 126 300 | 100% | 111 200 | 100% | -15 100 | -12% |

Note : il faut ici souligner que le cheptel de "bœufs" est estimé au travers de la variable "bovins mâles de 2 ans et plus", qui englobe, certes les bœufs, mais également quelques taurillons repoussés à 24-25 mois et quelques taureaux de reproduction. Ces derniers n'étant pas identifiables dans le RICA, ils génèrent une imprécision qui peut rendre fragile cette partie de l'analyse.

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

Le cheptel de bœufs perd plus de 15 000 têtes soit plus de 10% en 10 ans pour la seule OTEX 42⁷. Cette production à forte valeur ajoutée est depuis plusieurs années abandonnée au profit de celle d'animaux vendus plus jeunes. On notera cependant que les exploitations limousines et midi - pyrénéennes semblent s'être tournées vers ce type de production. Ces deux régions gagneraient ainsi respectivement 7 500 et 3 700 têtes sur la période. En Auvergne et dans les Pays de la Loire, au contraire, cette production semble être de moins en moins prisée (au profit des femelles de 1 à 2 ans et de 2 ans et plus pour les Pays de la Loire ; des femelles de 1 à 2 ans et des veaux de moins de 1 an en Auvergne). Cette évolution se vérifie également lorsque l'on s'intéresse à l'évolution régionale du cheptel de bœufs et ce, toutes OTEX confondues : le Limousin et la région Midi Pyrénées voient leur cheptel global augmenter de 74 et 39%, alors que dans les Pays de la Loire, en Bourgogne et en Auvergne, les cheptels régionaux diminuent respectivement de 20, 20 et 12%.

Ces évolutions du cheptel s'accompagnent d'une augmentation du nombre d'UGB par travailleur (+36%). Il y a ainsi une nette augmentation de la productivité moyenne apparente du travail dans ce secteur, phénomène déjà ancien, mais qui s'est accentué.

Cette tendance à la hausse est généralisable à l'ensemble des régions, avec cependant des variations plus ou moins fortes. Ainsi, sur les dix années étudiées, c'est en Bourgogne que le nombre d'UGB par travailleur est le plus important (61 en 1990 et 85 en 1999), mais c'est en Limousin que la progression est la plus forte (+56% sur la période).

Tableau 13 – Évolution du nombre d'UGB totales par UTA, par région

| | 1990 | 1999 | 99/90 |
|-------------------------------|------|------|-------|
| Toutes OTEX | 23,3 | 32,0 | 37% |
| OTEX " bovins viande " | 45,3 | 61,5 | 36% |
| dont | | | |
| Auvergne | 47,9 | 64,0 | 34% |
| Bourgogne | 61,4 | 85,0 | 38% |
| Limousin | 36,1 | 56,4 | 56% |
| Midi Pyrénées | 32,7 | 45,5 | 39% |
| Pays de la Loire | 51,1 | 68,1 | 33% |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

Enfin, les accroissements simultanés de cheptels et de surfaces conduisent à une augmentation du chargement national moyen dans certaines régions (Bourgogne et Pays de la Loire principalement, cf tableau 14). Sur la décennie étudiée, le chargement moyen ne varie pratiquement pas et reste aux alentours de 1,3 - 1,4 UGB herbivores/ha de SFP. Seule la région des Pays de la Loire se démarque avec un chargement élevé et toujours en hausse (+13%).

⁷ Si l'on s'intéresse à l'évolution du cheptel de bœufs, toutes OTEX confondues, c'est plus de 100 000 têtes qui disparaissent sur la période (soit une diminution de près de 20%)

Tableau 14 – Évolution des chargements (UGB herbivore/SFP)

| | 1990 | 1999 | 1999/90 |
|-----------------------------|------|------|---------|
| Auvergne | 1,1 | 1,1 | 1% |
| Bourgogne | 1,2 | 1,3 | 11% |
| Limousin | 1,2 | 1,2 | 0% |
| Midi Pyrénées | 1,3 | 1,4 | 4% |
| Pays de la Loire | 1,7 | 1,9 | 13% |
| Moins de 1 UGB/ha | 0,8 | 0,9 | 3% |
| 1 à 1,6 UGB/ha | 1,2 | 1,3 | 2% |
| Plus de 1,6 UGB/ha | 2,1 | 2,1 | 0% |
| OTEX "bovins viande" | 1,3 | 1,4 | 4% |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

UN PRODUIT BRUT PAR EXPLOITATION EN FORTE CROISSANCE

NB : les montants présentés ci après sont, sauf indication contraire, exprimés en francs courants. Le lecteur gardera en mémoire que sur la période, l'indice d'évolution des prix du PIB, augmente de 16%.

Au cours de la dernière décennie deux événements majeurs ont marqué le secteur de l'élevage bovin : d'une part la baisse des prix institutionnels de 15%, décidée par la réforme de la politique agricole commune en 1992, d'autre part les crises sanitaires (dont la première crise de l'ESB en 1996).

Malgré ces bouleversements, le produit brut moyen des exploitations engagées dans la production de viande bovine est en hausse (+23%), essentiellement grâce à la progression du produit brut bovin. En effet, ce dernier augmente sur la période de 23% et ce, dans toutes les régions concernées par l'élevage de bovins allaitants (cf tableau 14). Les augmentations y sont cependant plus ou moins importantes : +42% pour la Bourgogne, contre seulement +9% en Auvergne. Les deux plus forts produits bruts bovins restent sur la période ceux de la Bourgogne et des Pays de la Loire. Cependant, le produit brut bovin rapporté au nombre d'UGB herbivores diminue de 6% sur la période, conséquence directe de la baisse des prix précédemment mentionnée.

Tableau 15 – Évolution de la production nette des achats d'animaux pour l'OTEX 42

| F/exploitation | 1990 | 1995 | 1996 | 1999 | 99/90 |
|--|---------|---------|---------|---------|-------|
| Produit de l'exercice | 262 700 | 279 500 | 230 000 | 322 600 | 23% |
| dont | | | | | |
| - Produit brut animaux * | 240 500 | 259 100 | 210 400 | 296 100 | 23% |
| - -Produit brut (PB) bovin | 228 600 | 244 500 | 197 500 | 280 900 | 23% |
| - Produit brut végétaux | 16 300 | 10 000 | 12 900 | 15 700 | -4% |
| - -Produit brut "céréales" | 10 000 | 9 100 | 11 300 | 7 700 | -23% |
| Part du PB bovin dans le PB total | 87% | 87% | 86% | 87% | |

* y compris produit brut "produits animaux" (lait, fromages, peaux, ...)

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

On constate également, une évolution de la composition du produit brut (cf tableau 15). Les ventes de "bovins de moins d'un an", "bovins mâles de 1 à 2 ans", et "vaches allaitantes" en sont toujours les principaux constituants, mais au niveau régional, la composition varie légèrement (cf annexe 1). Ainsi en Midi-Pyrénées, le produit brut bovin provient à plus de 60% de la vente de bovins de moins de 1 an et ce depuis 1995. Dans les Pays de la Loire, les ventes de bovins mâles de 1 à 2 ans constituent, en moyenne, sur les 10 années étudiées, 46% du produit brut bovin (le système "taurillons" est très répandu dans cette région). La composition du produit brut bovin bourguignon est proche de la moyenne nationale puisque les vaches allaitantes, les bovins mâles de moins de 1 an et de 1 à 2 ans y occupent une place quasi similaire et représentent à eux trois, en moyenne sur 10 ans, près de 80% des recettes bovines. Enfin, en Limousin comme en Auvergne, l'essentiel du produit brut bovin est généré par les ventes de bovins de moins de 1 an (42% en moyenne sur les 10 ans pour ces deux régions) (système naisseur).

Tableau 16 – Évolution des différentes composantes du produit brut bovin

| en F/exploitation | 1990 | 1995 | 1996 | 1999 | 99/90 |
|--|---------|---------|---------|---------|-------|
| Produit brut (PB) bovin | 228 700 | 244 500 | 197 600 | 281 000 | 23% |
| dont en % | | | | | |
| PB veaux de batterie | 1% | 2% | 2% | 1% | 6% |
| PB autres veaux de boucherie | 2% | 3% | 4% | 5% | 169% |
| PB autres bovins de - d'1 an | 24% | 30% | 33% | 34% | 73% |
| PB bovins mâles de 1 à 2 ans | 26% | 25% | 23% | 22% | 4% |
| PB bovins femelles de 1 à 2 ans | 8% | 7% | 5% | 8% | 24% |
| PB bovins mâles de 2 ans et + | 9% | 4% | 4% | 2% | -70% |
| PB génisses d'élevage de 2 ans et + | 5% | 4% | 5% | 5% | 12% |
| PB génisses viande de 2 ans et + | 6% | 2% | 2% | 2% | -46% |
| PB vaches allaitantes | 19% | 23% | 22% | 21% | 37% |

NB : on trouvera à l'annexe 1 (p 112 et 113) le même tableau pour chacune des régions suivantes : Midi-Pyrénées, Limousin, Auvergne, Pays de la Loire et Bourgogne.

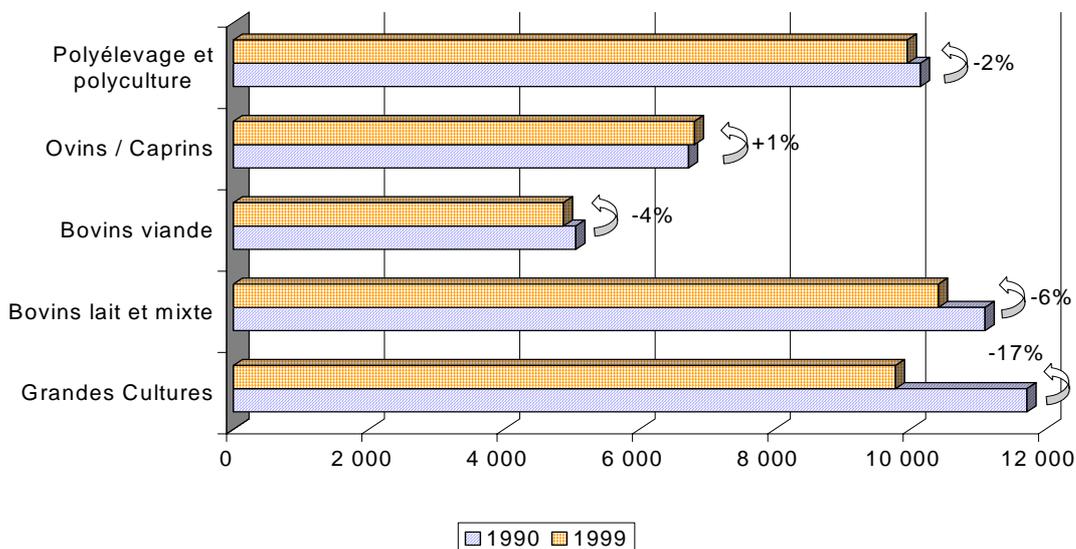
Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

En 1992, la réforme de la PAC avait instauré une baisse progressive du prix d'intervention de la viande bovine de 15% en 3 ans. Cependant entre 1992 et 1994, cette baisse des prix institutionnels ne s'est pas répercutée sur le prix de marché⁸. Cette évolution favorable s'explique, en partie, par une mise à l'intervention moins systématique que pour d'autres productions. Les prix de marché sont donc moins liés aux prix d'intervention que dans d'autres secteurs. Cependant dès 1995, les prix ont diminué. Cette baisse s'est aggravée en 1996 avec la première crise de l'ESB (les prix des gros bovins ont ainsi chuté de 16% entre 1992 et 1996). De 1996 à 1999, les cours sont lentement remontés et on enregistre au final une baisse de 14% entre 1990 et 1999. L'augmentation du produit brut bovin est donc directement imputable, en moyenne, sur la période, à l'augmentation des cheptels. En effet, l'augmentation de productivité dans ce secteur est physiquement limitée (nombre de veaux nés par vache ou kg de viande par animal) ; rappelons que le produit bovin par UGB herbivore diminue de 6% sur la période.

Si l'on compare les produits bruts ramenés à l'hectare, pour les différentes OTEX (cf graphique 3), on notera que celui du secteur "bovins viande" est le plus faible sur toute la période (ce qui est une composante de l'élevage, puisqu'il valorise des terres à potentiel agronomique faible) et enregistre une diminution de 4%.

⁸ D'après la Comptabilité Nationale entre 1992 et 1994, le prix des gros bovins a augmenté de 4,5%

Graphique 2 - Évolution des produits bruts par hectare selon les OTEX



Note : les "grandes cultures" englobent à la fois les producteurs de céréales, oléagineux et protéagineux, mais également les producteurs d'autres grandes cultures (betteraves...).

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

L'ÉVOLUTION DES CHARGES

Confrontés aux changements de politique et aux crises sanitaires, les éleveurs français de bovins allaitants ont dû s'adapter : au niveau structurel (SAU, cheptel et main d'œuvre) mais également du point de vue de la conduite de l'exploitation. L'annexe 2 détaille la moyenne par exploitation de l'ensemble des charges sur la période. Le tableau 17 revient, quant à lui, sur leur évolution.

Tableau 17 – Variation des charges sur la période, par exploitation, par ha et par UGB

| | 1999/90 | | |
|---|---------------|------|------|
| | /exploitation | /ha | /UGB |
| Total des charges d'exploitation | 37% | 8% | 4% |
| dont | | | |
| - Consommations intermédiaires | 40% | 10% | 6% |
| Aliments du bétail | 24% | | -6% |
| Engrais et amendements | 10% | -14% | |
| Produits phytosanitaires | 27% | 0% | |
| Produits vétérinaires | 69% | | 28% |
| Semences et plants | 12% | -11% | |
| Carburants et lubrifiants | 23% | -3% | |
| Autres | 64% | 29% | 24% |

Tableau 17 (suite) – Variation des charges sur la période, par exploitation, par ha et par UGB

| | 1999/90 | | |
|-------------------------------------|---------------|------|------|
| | /exploitation | /ha | /UGB |
| - Autres charges | 33% | 5% | |
| <i>Ensemble impôts et taxes</i> | -3% | -24% | |
| <i>Loyer et fermages</i> | 42% | 12% | |
| <i>Charges financières</i> | -18% | -35% | |
| <i>Dont à LMT</i> | -11% | -30% | |
| <i>Salaires et charges sociales</i> | 47% | 16% | |
| <i>Frais d'assurance</i> | 47% | 16% | |
| <i>Dotations aux amortissements</i> | 48% | 17% | 12% |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

Les charges d'exploitation ont ainsi augmenté de 37% pour l'OTEX 42 (contre 43% en moyenne nationale), mais seulement de 8% à l'hectare et de 4% à l'UGB. Cette augmentation s'explique en partie du fait de l'importante progression des charges en produits vétérinaires. En effet l'accroissement de la taille du cheptel combinée à l'augmentation du prix des produits vétérinaires sur la période (+25% d'après la Comptabilité Nationale) explique en grande partie la tendance haussière de ce poste de charge. Les charges en engrais et produits phytosanitaires⁹ à l'hectare (-14%, en francs courants) diminuent, preuve d'une amorce d'évolution des pratiques culturales et du renforcement de la valorisation des ressources herbagères¹⁰. On soulignera également le net recul des charges financières qui reflète la baisse des taux d'intérêt sur la période, voire celle des réalisations de prêts. Enfin, la baisse marquée des impôts et taxes (ramenés à l'hectare), est à mettre en relation avec les mesures gouvernementales adoptées lors de la réforme de 1992 (disparition d'une partie des taxes para-fiscales et des impôts liés au foncier¹¹). De plus, les charges en aliments du bétail ramenées à l'UGB sont en baisse. Cette diminution est sans doute directement liée à la baisse du prix des céréales. On notera également l'augmentation des dotations aux amortissements et la baisse des charges financières. Ces évolutions, qui peuvent sembler contradictoires, s'expliquent d'une part par la baisse des coûts du crédit sur la période. D'autre part, comme nous le verrons par la suite, le revenu des éleveurs allaitants augmente sur la période, ils ont ainsi eu tendance à augmenter leurs immobilisations (parc matériel), sans pour autant avoir recours au crédit. Il est alors logique que les amortissements augmentent fortement sur la période, sans que les charges financières suivent le même type d'évolution.

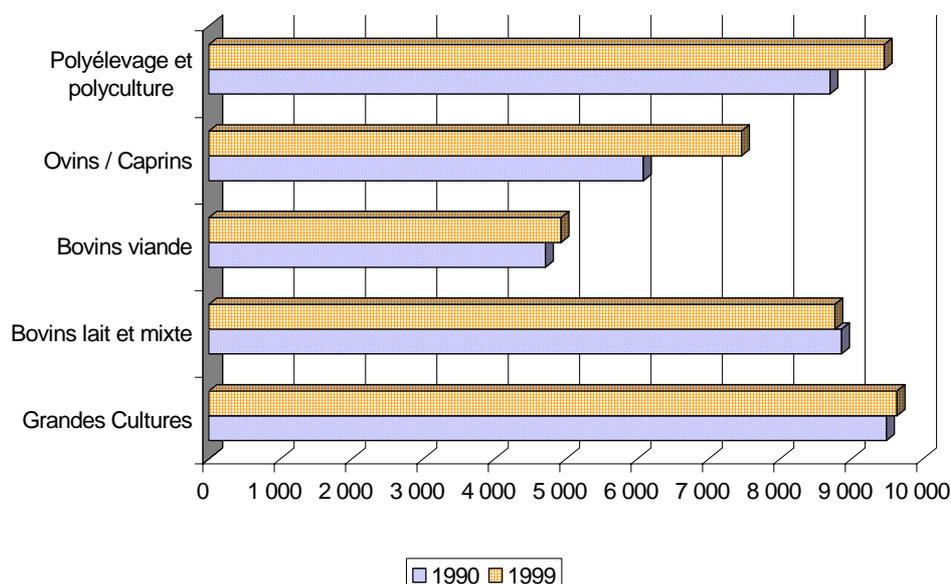
Bien que les charges à l'hectare de ce secteur augmentent sur la période, elles restent cependant moins élevées que dans les autres orientations (cf graphique 4).

⁹ D'après la Comptabilité Nationale, on n'enregistre qu'une faible augmentation des prix unitaires de ces intrants.

¹⁰ On rappellera que les prairies (temporaires et permanentes) occupent, sur la période, une place grandissante dans la SAU des exploitations de l'OTEX 42 (+32% sur la période).

¹¹ En 1990, octroi aux éleveurs d'un dégrèvement de 45% des parts départementale et régionale de la taxe sur le foncier non bâti pesant sur les prés, porté à 70% en 1991, renouvelé en 1992 et prorogé aux titres des années 1993 à 1995. Dans le cadre du plan d'accompagnement de la réforme de la PAC, suppression en quatre ans des parts départementale et régionale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties. La part régionale a été supprimée en totalité dès 1993. La part départementale l'a été progressivement sur 4 ans : réduction de 3/9^{ème} en 1993, 5/9^{ème} en 1994, 7/9^{ème} en 1995, et suppression définitive en 1996. La mise en place de la réforme s'est également accompagnée d'un démantèlement des taxes de co-responsabilité laitière et céréalière, ce qui a entraîné une baisse de près de 2 milliards de francs des impôts liés à la production payés par les producteurs en 1993.

Graphique 3 – Évolution du montant des charges à l'hectare de SAU selon les OTEX



Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

En examinant plus en détail les évolutions régionales, on note que c'est en Bourgogne que les charges par unité de surface enregistrent les plus fortes progressions (élevages relativement "intensifs"). Par contre, rapportées au nombre d'UGB, c'est en Midi-Pyrénées qu'elles augmentent le plus.

Tableau 18 – Variation des charges sur la période 1990-99, par exploitation, par ha et par UGB pour les différentes régions

| | Charges d'exploitation | | | Consommations intermédiaires | | |
|-----------------------------|------------------------|-------------|-------|------------------------------|-------------|-------|
| | F/exploitation | F/ha de SAU | F/UGB | F/exploitation | F/ha de SAU | F/UGB |
| OTEX "viande bovine" | 37% | 8% | 9% | 40% | 10% | 6% |
| Auvergne | 23% | 4% | 3% | 30% | 10% | 9% |
| Bourgogne | 53% | 13% | 2% | 54% | 14% | 3% |
| Limousin | 44% | 6% | 6% | 44% | 6% | 6% |
| Midi-Pyrénées | 35% | 12% | 11% | 39% | 15% | 15% |
| Pays de la Loire | 46% | 9% | -1% | 48% | 11% | 1% |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

En reprenant la typologie basée sur les chargements, on constate que ce sont les charges des exploitations de la classe 3 qui augmentent le plus, car ce sont elles qui s'agrandissent le plus. Cependant, rapportées à l'unité de surface ou au nombre d'UGB, ce sont les charges des exploitations de classe 1 (ayant le chargement le plus bas) qui augmentent le plus. Ceci est entre autres dû à une forte progression des charges en aliments pour le bétail (qui restent cependant très inférieures à la moyenne nationale) et en produits vétérinaires (cf tableaux 19 et 20). Ainsi, bien que restant relativement extensives en termes de chargement, les exploitations de la classe 1 ont augmenté l'utilisation d'intrants par animal et par unité de surface. Ceci relativise la pertinence de la notion d'élevage extensif définie sur la seule base du chargement, qui n'implique pas forcément une diminution généralisée du poids des intrants dans la production.

Tableau 19 – Évolution des charges selon les classes de chargement

| | Charges d'exploitation | | | Consommations intermédiaires | | |
|------------------------|-------------------------------|--------------------|--------------|-------------------------------------|--------------------|--------------|
| | <i>F/exploitation</i> | <i>F/ha de SAU</i> | <i>F/UGB</i> | <i>F/exploitation</i> | <i>F/ha de SAU</i> | <i>F/UGB</i> |
| - de 1 UGB/ha | 37% | 12% | 12% | 52% | 25% | 24% |
| 1 à 1,6 UGB/ha | 31% | 7% | 4% | 33% | 8% | 6% |
| + de 1,6 UGB/ha | 46% | 1% | -1% | 45% | 0% | -1% |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

Tableau 20 – Évolution de divers postes de charges sur la période, en F / UGB, pour les différentes classes de chargement

| <i>F/UGB</i> | Aliments du bétail | | | Produits vétérinaires | | |
|------------------------|---------------------------|-------------|----------------|------------------------------|-------------|----------------|
| | 1990 | 1999 | 1999/90 | 1990 | 1999 | 1999/90 |
| - de 1 UGB/ha | 332 | 399 | 20% | 117 | 169 | 44% |
| 1 à 1,6 UGB/ha | 552 | 515 | -7% | 139 | 177 | 27% |
| + de 1,6 UGB/ha | 931 | 1038 | 11% | 147 | 226 | 54% |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

DES AIDES EN FORTE PROGRESSION

Dans un contexte de surproduction et de restriction du budget agricole européen, le principal objectif de la réforme de 1992 était de faire correspondre l'offre et la demande de viande bovine. La limitation de la production s'est alors effectuée (dans la majorité des cas) par un double mécanisme : d'une part une baisse des prix d'intervention et, d'autre part, l'attribution d'aides directes liées à un encouragement de la maîtrise de l'offre.

La baisse du prix d'intervention de la viande bovine de 15% en trois ans (entre 1992 et 1995) s'est accompagnée d'une forte revalorisation de la PMTVA et de la PSBM. Les exploitations "bovins viande" ont également bénéficié des paiements compensatoires versés au titre des superficies de grandes cultures (y compris sur les surfaces en maïs fourrage), des mesures agri-environnementales et des indemnités compensatoires de handicaps naturels. Pour plus de détails sur les différentes mesures réformées ou créées en 1992, on se reportera à l'annexe 3.

Tableau 21 - Évolution des aides directes

| En F/ exploitation | 1990 | 1995 | 1996 | 1999 |
|---|--------|---------|---------|---------|
| Total des aides directes | 51 000 | 124 800 | 156 200 | 135 800 |
| <i>dont</i> | | | | |
| Aides directes à l'élevage. | 28 000 | 83 500 | 112 000 | 87 000 |
| <i>Soit en % du total</i> | 55% | 67% | 72% | 64% |
| Aides directes aux cultures | 200 | 16 300 | 15 000 | 16 400 |
| <i>Soit en % du total</i> | 0% | 13% | 10% | 12% |
| ICHN | 7 800 | 10 800 | 15 700 | 16 500 |
| <i>Soit en % du total</i> | 15% | 9% | 10% | 12% |
| MAE | 0 | 12 100 | 10 800 | 12 700 |
| <i>Soit en % du total</i> | 0% | 10% | 7% | 9% |
| Autres aides directes* | 15 000 | 2 100 | 2 700 | 3 200 |
| <i>Soit en % du total</i> | 29% | 2% | 2% | 2% |
| Part des aides dans le revenu disponible** | 61% | 89% | 125% | 92% |

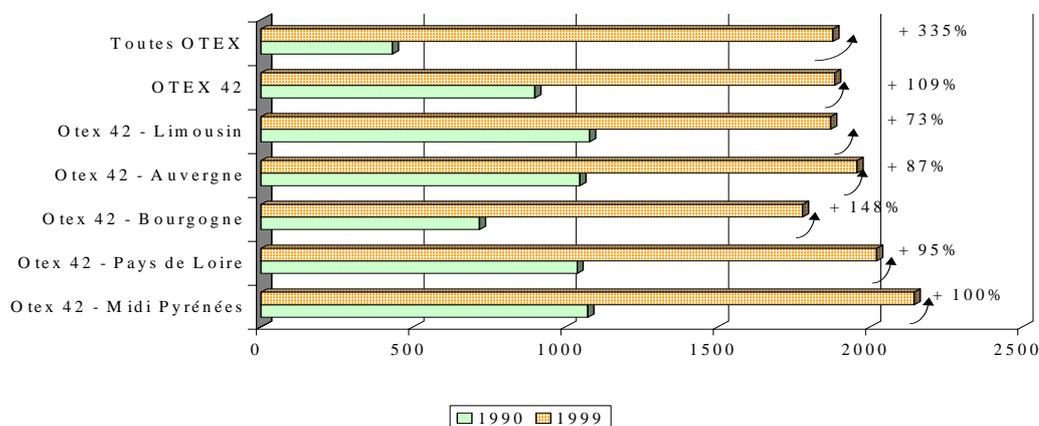
* Il s'agit notamment des aides pour accidents climatiques, aides locales ou régionales, etc.

** Revenu disponible = Excédent Brut d'Exploitation + transfert de charges + autres produits de gestion courante + produits financiers – charges financières (total des intérêts des emprunts) – remboursement du capital à LMT.

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

Le poste "aides directes", en forte croissance (+166%), bénéficie donc à la fois de l'agrandissement des exploitations, de l'augmentation des cheptels, de la revalorisation du montant unitaire des primes bovines existant avant la réforme et de la création de nouvelles aides, instaurées en 1992. Entre 1990 et 1999, la moyenne d'aides perçues par les exploitations de l'OTEX 42 passe de 900F/ha de SAU à 1 900F/ha (cf graphique 4). Les aides animales passent, quant à elles, de 400 F/UGB herbivores à 1 000 F/UGB. Elles restent sur la période le principal type de soutien de l'OTEX 42, même si l'ICHN, les MAE et les aides aux cultures occupent une place grandissante : d'à peine 8 000 F/exploitation en 1990, elles passent à 46 000F/exploitation en 1999. La forte augmentation des aides au secteur végétal s'explique par deux éléments : d'une part l'instauration en 1992 de paiements compensatoires pour les grandes cultures (céréales et oléo-protéagineux) et le maïs fourrage ; d'autre part la légère augmentation des surfaces en COP au sein de la SAU des élevages bovins (+18% sur la période).

Graphique 4 – Évolution des aides (par hectare de SAU)



Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

De cette augmentation globale des soutiens sur la période, il résulte une progression importante de la part des aides dans le revenu disponible¹² (92% en 1999, contre 61% en 1990)¹³. Certaines régions et types d'exploitations sont cependant plus concernées que d'autres par ce phénomène (cf tableau 22).

Tableau 22 – Évolution de la part des aides dans le revenu disponible des exploitations de l'OTEX "bovins viande"

| | 1990 | 1995 | 1996 | 1999 |
|------------------------------|------|------|------|------|
| Auvergne | 62% | 88% | 121% | 101% |
| Bourgogne | 65% | 87% | 132% | 94% |
| Limousin | 52% | 91% | 133% | 88% |
| Midi Pyrénées | 69% | 86% | 124% | 94% |
| Pays de la Loire | 64% | 95% | 126% | 95% |
| - de 1 UGB/ha | 86% | 103% | 164% | 93% |
| 1 à 1,6 UGB/ha | 54% | 88% | 122% | 91% |
| + de 1,6 UGB/ha | 64% | 84% | 111% | 94% |
| Toutes OTEX | 12% | 50% | 53% | 54% |
| Bovins viande | 61% | 89% | 125% | 92% |
| Bovins lait et mixtes | 14% | 33% | 41% | 37% |
| Ovins / Caprins | 68% | 88% | 90% | 88% |
| Polyculture élevage | 17% | 57% | 63% | 71% |
| Grandes Cultures | 6% | 76% | 74% | 91% |

| Note : l'annexe 4 détaille ce tableau en précisant les niveaux d'aides et de revenu disponible de chaque catégorie.

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

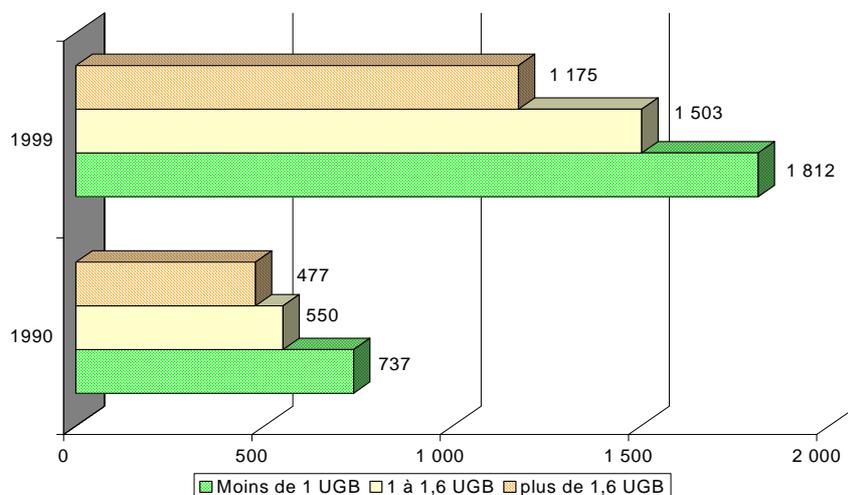
Ainsi, ce sont les exploitations d'Auvergne qui deviennent sur la période les plus dépendantes du soutien public (plus du fait d'un niveau d'aides élevé qu'à cause d'un revenu faible). Cependant, même en Limousin où la part des aides dans le revenu est la plus faible pour les exploitations allaitantes, la dépendance du revenu vis-à-vis du soutien public, reste très nettement supérieure à la moyenne nationale, toutes orientations confondues. Cette dernière prend toutefois en compte les secteurs pour lesquels il n'existe aucun soutien public, ou pour lesquels le soutien prend une forme autre que les aides directes (quotas laitiers et betteraviers notamment). Si l'on s'intéresse aux seuls secteurs bénéficiant d'aides directes, la part des aides dans le revenu du secteur "bovin viande" est très élevée, mais relativement proche de celle d'autres secteurs (grandes cultures en particulier).

Enfin, si l'on s'intéresse au poids des aides dans le revenu et ce par classe de chargement, aucune différence significative n'est perceptible. On notera toutefois (cf graphique 5) que le montant des aides directes à l'élevage (PSBM, PMTVA, MAE, ICHN et estimation de la prime maïs fourrage) ramené à l'UGB herbivore est supérieur pour les exploitations de classe 1. L'écart entre les niveaux de prime s'est d'ailleurs creusé entre 1990 et 1999. Les animaux élevés sur les exploitations à faible chargement sont donc plus primés, en moyenne, que les autres. A l'opposé, les aides directes à l'élevage ramenées à l'hectare de SFP sont plus importantes dans les exploitations de la classe 3. Les hectares des exploitations de classe 3 sont donc, en moyenne, plus soutenus (cf graphique 6).

¹² Dans tout ce document, le terme de "revenu" est synonyme de "revenu disponible"

¹³ On notera en 1996, le pic de la part des aides dans le revenu, qui correspond à un revenu très bas et à un niveau d'aides très haut cette année là (première crise de l'ESB)

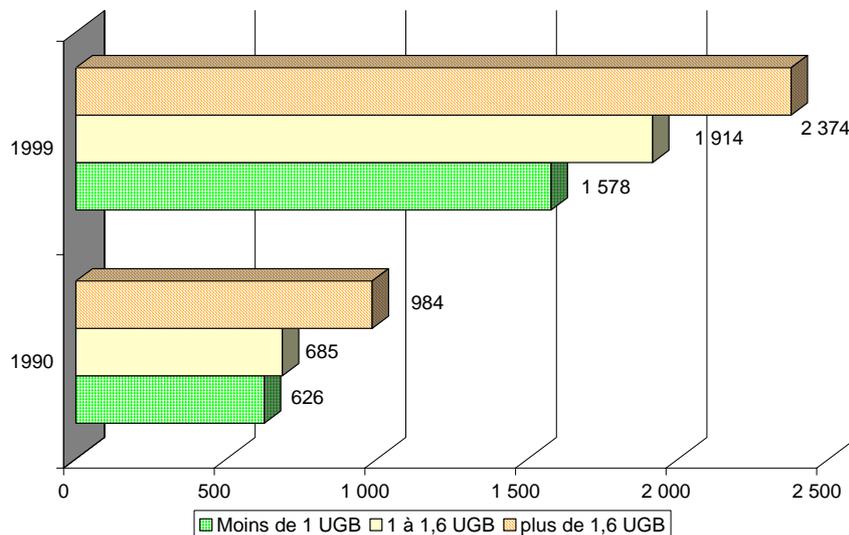
Graphique 5 – Évolution des aides directes à l'élevage* en F/UGB herbivores



*Il s'agit des aides animales (PSBM et PMTVa) + ICHN + MAE + estimation de la prime maïs fourrage (nulle en 1990 et estimée à 2 200F par hectare en 1999)

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

Graphique 6 – Évolution des directes à l'élevage* en F//ha de SFP

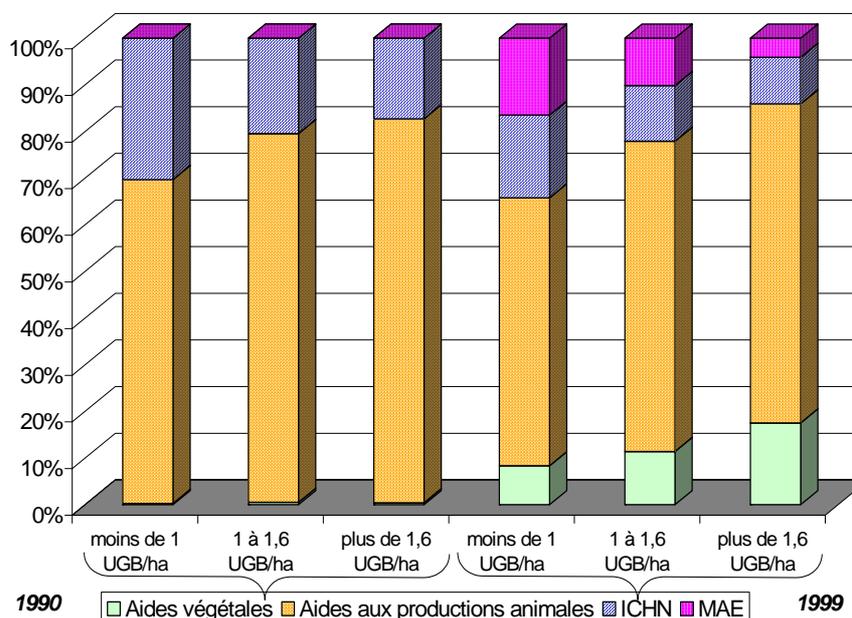


*Il s'agit des aides animales (PSBM et PMTVa) + ICHN + MAE + estimation de la prime maïs fourrage (nulle en 1990 et estimée à 2 200F par hectare en 1999)

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

On remarquera de plus que la composition du total des aides perçues par les différents types d'exploitations est très différente (cf graphique 7). On constate ainsi qu'en 1999, les exploitations de la classe 1 perçoivent 8% d'aides végétales et 34% d'aides agri-environnementales (ICHN et MAE) contre respectivement 18% et 14% seulement pour celles de la classe 3, dont la majorité des soutiens est constitué d'aides (dites ici) animales.

Graphique 7 : Évolution de la composition du total des aides perçues par les exploitations d'élevage (en % du total)



Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

La réforme de la PAC de 1992 a donc modifié de façon non négligeable les soutiens publics accordés à l'OTEX "bovins viande". Outre une augmentation globale des aides directes, on soulignera la part grandissante des aides aux zones défavorisées et des MAE dans le total des aides (15% en 1990 contre 21% en 1999). Cette réorientation des aides semble avoir favorisé les exploitations à faible chargement, sans avoir pour autant incité à l'extensification les exploitations plus fortement chargées.

ÉVOLUTION DES REVENUS

Comme nous l'avons indiqué précédemment, malgré la baisse des prix institutionnels décidée en 1992, le produit brut des élevages bovins progresse de 23% sur la période. Dans le même temps, les charges ayant augmenté plus vite que le produit brut, la valeur ajoutée des exploitations allaitantes est donc en nette régression (-29% par ha et -16% par ha sur la base de francs constants) (cf tableau 23).

Toutefois, l'augmentation des soutiens publics, combinée aux baisses d'impôts et taxes (disparition d'une partie des taxes parafiscales et des impôts liés au foncier) confortent l'EBE qui croît de 55% sur la période (+34% en francs constants). Le revenu disponible gagne quant à lui près de 75% (51% en francs constants), soit 37% pour un résultat ramené à l'hectare (+19% sur la base de francs constants) et 32% par UGB (+14% sur la base de francs constants).

Cette évolution moyenne cache cependant d'importantes variations sur la période (cf tableau de l'annexe 4). Le revenu est ainsi en augmentation entre 1991 et 1994. En 1995, la pleine répercussion sur les marchés, de la baisse des prix de soutien décidée en 1992, induit une diminution du revenu, largement amplifiée par la crise de l'ESB en 1996. Enfin, de 1996 à 1999, le revenu entre en phase de croissance et retrouve en fin de période, un niveau équivalent à celui de 1994.

On ajoutera que si le revenu disponible par travailleur non salarié du secteur bovins viande est en forte augmentation sur la période (+84% en francs courants et +60% en francs constants), il reste très inférieur à celui des autres secteurs (en 1999 en mensuel par travailleur non salarié : 9 400 francs pour le secteur "bovins-viande" contre 14 800 francs pour les céréales, 10 600 francs pour les "grandes-cultures élevage", ou encore 31 500 francs pour la viticulture).

Enfin, l'autofinancement net¹⁴ augmente sur la période et ce malgré une tendance haussière (avec de très fortes variations inter-annuelles) des prélèvements privés de l'exploitant.

Tableau 23 - Évolution des différents soldes intermédiaires de gestion sur la période
(en francs courants)

| | 1990 | 1995 | 1996 | 1999 | 1999/90 | | |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|------|-------|
| | | | | | F/expl. | F/ha | F/UGB |
| Production nette des achats d'animaux | 262 700 | 279 500 | 230 100 | 322 600 | 23% | -3% | -7% |
| - Consommations intermédiaires | 134 600 | 158 400 | 159 000 | 188 100 | 40% | 10% | 6% |
| - Autres charges | 34 000 | 41 600 | 41 900 | 49 000 | 45% | 14% | 9% |
| Valeur ajoutée | 94 100 | 79 500 | 29 100 | 85 500 | -9% | -28% | -31% |
| EBE | 137 600 | 196 200 | 177 900 | 212 800 | 55% | 22% | 17% |
| Revenu disponible | 84 300 | 139 800 | 124 600 | 147 200 | 74% | 37% | 32% |
| - Prélèvements privés | 79 500 | 107 500 | 123 300 | 115 800 | 46% | 15% | 10% |
| Autofinancement net | 4 800 | 32 300 | 1 300 | 31 400 | 546% | 409% | 389% |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

Ces résultats moyens doivent cependant être différenciés selon les régions (cf tableau 24). Au niveau des exploitations, l'EBE moyen augmente dans chaque région, l'Auvergne et le Limousin étant les deux régions qui enregistrent les plus faibles augmentations. Dans le cas de l'Auvergne, l'agrandissement plus limité des surfaces et du cheptel n'a pas permis une augmentation suffisante du produit brut. La progression des aides y est plus faible (du fait d'un cheptel moins conséquent que dans les autres régions) et est contrebalancée par l'augmentation des charges. En Limousin par contre, le produit brut augmente du fait de l'accroissement de la SAU et du cheptel, mais l'augmentation des charges, très conséquente, contrebalance la progression des soutiens publics.

Ce sont les exploitations dites ici "extensives" qui enregistrent les plus fortes progressions d'EBE (par exploitation, par hectare et même par UGB) (cf Tableau 25), en grande partie parce qu'elles sont les seules à voir leurs produits bruts par hectare augmenter (du fait d'une légère intensification sur la période).

¹⁴ L'autofinancement net est égal au revenu disponible moins les prélèvements privés.

Tableau 24 – Évolution de l'EBE entre 1990 et 1999, selon les régions

| EBE | | dont | Produits* Aides Charges** | | |
|-------------------------|-----|------|---------------------------|-------|-----------|
| par exploitation | | | Produits* | Aides | Charges** |
| Auvergne | 22% | | 0% | 121% | 27% |
| Bourgogne | 86% | | 38% | 235% | 54% |
| Limousin | 32% | | 19% | 134% | 48% |
| Midi Pyrénées | 65% | | 28% | 142% | 38% |
| Pays de la Loire | 65% | | 39% | 161% | 50% |
| par ha de sau | | | | | |
| Auvergne | 3% | | -16% | 87% | 7% |
| Bourgogne | 38% | | 2% | 148% | 14% |
| Limousin | -2% | | -12% | 73% | 10% |
| Midi Pyrénées | 37% | | 6% | 100% | 14% |
| Pays de la Loire | 23% | | 4% | 95% | 12% |
| par UGB | | | | | |
| Auvergne | 2% | | -16% | 85% | 6% |
| Bourgogne | 24% | | -8% | 123% | 3% |
| Limousin | -2% | | -12% | 73% | 9% |
| Midi Pyrénées | 36% | | 5% | 99% | 14% |
| Pays de la Loire | 12% | | -5% | 78% | 2% |

* Produits = Production nette des achats d'animaux + remboursement de TVA + indemnités d'assurance.

** Charges = Consommations intermédiaires + autres charges (fermage, assurance, rabais) + Impôts et taxes + charges de personnel

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

Tableau 25 – Évolution de l'EBE sur la période, par classe de chargement

| EBE | | dont | Produit* Aides Charges** | | |
|---------------------------|-----|------|--------------------------|-------|-----------|
| par exploitation | | | Produit* | Aides | Charges** |
| OTEX42 | 55% | | 23% | 166% | 39% |
| moins de 1 UGB/ha | 79% | | 28% | 161% | 36% |
| 1 à 1,6 UGB/ha | 41% | | 14% | 160% | 34% |
| plus de 1,6 UGB/ha | 68% | | 37% | 177% | 49% |
| par ha de SAU | | | | | |
| OTEX42 | 22% | | -3% | 109% | 10% |
| moins de 1 UGB/ha | 47% | | 5% | 113% | 12% |
| 1 à 1,6 UGB/ha | 15% | | -7% | 112% | 9% |
| plus de 1,6 UGB/ha | 16% | | -6% | 92% | 3% |
| par UGB | | | | | |
| OTEX42 | 17% | | -7% | 101% | 5% |
| moins de 1 UGB/ha | 46% | | 4% | 112% | 11% |
| 1 à 1,6 UGB/ha | 13% | | -9% | 107% | 7% |
| plus de 1,6 UGB/ha | 15% | | -7% | 89% | 1% |

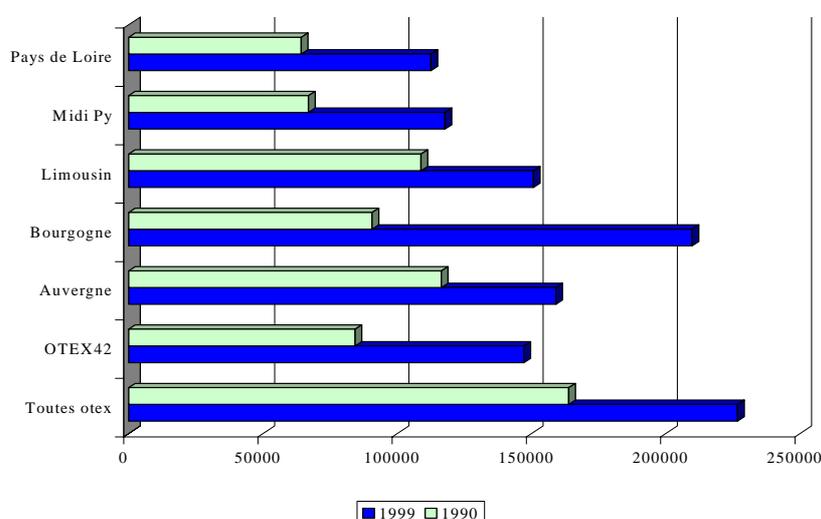
* Produits = Production nette des achats d'animaux + remboursement de TVA + indemnités d'assurance.

** Charges = Consommations intermédiaires + autres charges (fermage, assurance, rabais) + Impôts et taxes + charges de personnel

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

Enfin, si l'on compare le revenu disponible moyen des élevages bovins à celui de l'ensemble des exploitations françaises, on constate qu'il reste très inférieur à la moyenne française, toutes orientations confondues. Au sein des exploitations allaitantes, deux régions, Midi Pyrénées et Pays de la Loire, dégagent un revenu disponible inférieur à 120 000 francs (il s'agit des deux régions ayant la plus faible SAU/exploitation en fin de période). Sur la décennie, la Bourgogne est devenue la région d'élevage dégagant le plus haut revenu moyen par exploitation, dépassant ainsi l'Auvergne et le Limousin. En 1990, si on affectait un indice 100 au revenu moyen France entière toutes OTEX confondues, la Bourgogne obtenait alors un indice 55. En 1999, cet indice passe à 92. Les Pays de la Loire restent, sur toute la période, la région ayant le revenu disponible le plus éloigné de la moyenne nationale (indice 39 en 1990 et 49 en 1999).

Graphique 8 - Évolution du revenu disponible moyen par exploitation au sein des régions françaises concernées par l'élevage allaitant.



Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

L'adaptation des exploitations d'élevage bovin en France s'étant essentiellement traduite par un accroissement des surfaces et du cheptel, l'actif moyen est passé de 1,3 million de francs en 1990 à plus de 1,6 million en 1999, soit une hausse de près de 30% en dix ans. Toutefois, ramené à l'unité de surface, le montant des capitaux engagés est resté (en francs courants) pratiquement inchangé tout au long de la période étudiée.

L'augmentation de l'actif, conséquence directe des achats importants de terres et d'animaux, a contraint les éleveurs à faire appel à des capitaux extérieurs pour financer une partie importante de ces investissements. Cependant, les dettes s'étant accrues moins rapidement que l'actif, le taux d'endettement a, en moyenne, diminué de plus de deux points. Néanmoins, la structure de l'endettement s'est sensiblement modifiée, et les dettes à court terme constituent désormais 26% du total des capitaux exigibles, contre 21% dix ans plus tôt. En outre, la valeur des actifs circulants ayant moins augmenté que celle des dettes à court terme, le ratio de liquidité s'est légèrement dégradé. Il reste toutefois très satisfaisant avec, en moyenne, des actifs circulants qui couvrent près de cinq fois le montant des dettes à moins d'un an.

Tableau 26 – Évolution des divers éléments du bilan

| F/exploitation | 1990 | 1995 | 1999 | 99/90 |
|---------------------------------|-----------|-----------|-----------|-------|
| Actif | 1 295 400 | 1 476 900 | 1 642 800 | 27% |
| Actif par ha de SAU | 22 800 | 21 800 | 22 800 | 0% |
| Capitaux propres | 960 000 | 1 147 400 | 1 256 100 | 31% |
| Total des dettes | 335 400 | 329 500 | 386 700 | 16% |
| Dettes CT | 71 700 | 80 300 | 101 100 | 41% |
| Dettes LMT | 263 700 | 249 200 | 285 600 | 8% |
| Dettes CT / actif circulant | 20% | 18% | 22% | |
| Dettes CT / dettes totales | 21% | 24% | 26% | |
| Taux d'endettement | 26% | 22% | 24% | |
| Annuités | 55 300 | 59 000 | 67 000 | 21% |
| Annuités / Produit brut | 21% | 21% | 21% | |
| Annuités / EBE | 40% | 30% | 32% | |
| Investissements | 49 200 | 74 000 | 92 000 | 87% |
| Investissements / actif | 4% | 5% | 6% | |
| Remboursement en capital | 37 400 | 42 900 | 52 400 | 40% |
| Frais financiers | 17 900 | 16 100 | 14 700 | -18% |
| Frais financiers / EBE | 13% | 8% | 7% | |
| Fonds de roulement | 293 900 | 355 000 | 350 200 | 19% |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

L'amélioration des revenus précédemment décrite a donc permis aux éleveurs de réduire le poids de leurs dettes et d'améliorer très sensiblement leur situation financière.

En ce qui concerne les annuités, la baisse des taux d'intérêt a permis une nette diminution des frais financiers, et donc du ratio frais financiers/EBE. Bien que le remboursement en capital ait quant à lui nettement progressé sur la période, on constate *in fine*, que le ratio de dépendance financière (annuités/EBE) malgré des fluctuations sur la période, semble s'être stabilisé sur les trois dernières années autour de 30%, soit un niveau en nette amélioration par rapport à 1990.

Enfin, on peut différencier deux périodes en ce qui concerne l'investissement. De 1990 à 1992, par crainte des évolutions de politique agricole, les éleveurs restreignent leurs investissements. A partir de 1993, l'investissement s'oriente rapidement à la hausse, le taux de renouvellement du capital passe ainsi de 4% en début de période à 6% en 1999.

Ces moyennes cachent cependant des disparités au niveau régional (cf tableau 27). Ainsi alors que l'actif moyen par exploitation y est le plus élevé (plus de 2 millions de francs), c'est en Bourgogne qu'il augmente le plus. Le fonds de roulement augmente dans toutes les régions, en particulier en Limousin. Il dépasse les 500 000F par exploitation en Bourgogne. Le taux d'endettement est orienté à la baisse dans chaque région. Ce sont les exploitations limousines qui sont les moins endettées en fin de période (taux inférieur à 20%).

Tableau 27 – Évolution des variables financières par région

| | 1990 | 1995 | 1999 | 99/90 |
|-----------------------------------|-----------|-----------|-----------|-------|
| Actif | | | | |
| OTEX 42 | 1 295 400 | 1 476 900 | 1 642 800 | 27% |
| Auvergne | 1 562 200 | 1 764 400 | 1 760 400 | 13% |
| Bourgogne | 1 509 700 | 1 822 500 | 2 184 200 | 45% |
| Limousin | 1 294 800 | 1 566 900 | 1 687 900 | 30% |
| Midi Pyrénées | 1 286 300 | 1 318 500 | 1 443 700 | 12% |
| Pays de la Loire | 1 064 700 | 1 235 700 | 1 402 400 | 32% |
| Fonds de roulement | | | | |
| OTEX 42 | 293 900 | 355 031 | 350 200 | 19% |
| Auvergne | 339 400 | 483 241 | 394 200 | 16% |
| Bourgogne | 436 700 | 575 781 | 542 700 | 24% |
| Limousin | 217 600 | 300 881 | 312 600 | 44% |
| Midi Pyrénées | 194 700 | 237 054 | 241 200 | 24% |
| Pays de la Loire | 298 100 | 312 877 | 335 400 | 12% |
| Taux d'endettement | | | | |
| OTEX 42 | 26% | 22% | 24% | |
| Auvergne | 25% | 17% | 22% | |
| Bourgogne | 28% | 25% | 24% | |
| Limousin | 22% | 19% | 18% | |
| Midi Pyrénées | 23% | 20% | 21% | |
| Pays de la Loire | 30% | 32% | 30% | |
| Investissement/total actif | | | | |
| OTEX 42 | 4% | 5% | 6% | |
| Auvergne | 4% | 3% | 5% | |
| Bourgogne | 4% | 6% | 7% | |
| Limousin | 5% | 5% | 5% | |
| Midi Pyrénées | 5% | 6% | 4% | |
| Pays de la Loire | 5% | 4% | 6% | |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

CONCLUSION

Face à l'inefficacité des mesures prises à la fin des années quatre-vingts pour limiter l'augmentation des dépenses du FEOGA garantie, mais également pour faciliter la signature d'un accord au GATT (aujourd'hui OMC), la Commission est conduite, en 1992, à proposer et à mettre en œuvre une réforme de la PAC, dont le principal objectif était d'adapter l'offre de produits agricoles à la demande, tout en anticipant une restriction du soutien interne dans le cadre de l'accord agricole international.

Dans le secteur bovin, la baisse des prix institutionnels est compensée par des aides à la tête de bétail revalorisées et par la mise en place d'aides agro-environnementales. En 1994, la signature à Marrakech d'un accord agricole international frappe de nouveau le secteur de l'élevage. Pourtant, même si la restriction des restitutions à l'exportation en volume et en valeur alors négociée limite les exportations de viande bovine sur pays tiers, l'accord n'a que peu d'effet sur le secteur. En effet, seul le mécanisme des prix d'intervention est classé en boîte orange et la majorité des soutiens *directement* perçus par les éleveurs sont classés en boîte bleue (PSBM, PMTVA, prime à l'extensification) ou verte (ICHN et MAE) et à ce titre exemptés de réduction (Clause de Paix).

La réforme de la PAC de 1992 n'a cependant pas permis de stabiliser l'offre de viande bovine et ce pour plusieurs raisons. La première est liée au fait que la seule adaptation mise en œuvre par les producteurs pour faire face à la baisse des prix a été l'accroissement des surfaces et du cheptel, et donc l'augmentation de la production. La forme même des aides (primes à la tête de bétail) les y encourageait d'une certaine façon. Dans le cas de la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes, la limitation des animaux primés par une référence individuelle, n'a pas vraiment fonctionné. En effet, les exploitants avaient anticipé la réforme en accroissant leur cheptel dès le début de la période. Pour les bovins mâles, les plafonds de prime mis en place pour pallier l'agrandissement des cheptels n'ont pas eu d'effet restrictif en France du fait de la taille modeste des élevages (en moyenne largement inférieur à 90 animaux), du faible niveau de chargement des élevages français (le seuil de 2 UGB/ha n'a été que peu contraignant) et sans doute aussi parce que le mode de calcul du chargement ne prenait en compte que les animaux primés et non pas l'ensemble du cheptel. Cependant, on ajoutera que le cheptel est contenu dans les exploitations sur la période.

S'il est vrai que les élevages ayant un faible chargement en 1992 ont été plutôt favorisés par le changement de politique, les mesures mises en place n'ont pas permis une conversion des exploitations dont le chargement était plus élevé. On notera cependant que les surfaces en herbe ont progressé, et que la mise en place d'une aide au maïs fourrage n'a pas entraîné, *dans cette OTEX*, une augmentation des surfaces cultivées.

Au printemps 1999, une nouvelle réforme de la PAC a été décidée. Elle est entrée en application en janvier 2000. Dans le secteur bovin, les mesures décidées sont dans le droit fil de celles adoptées en 1992 : nouvelle baisse des prix institutionnels de 20%, revalorisation des aides à la tête, maintien de la prime au maïs ensilage, instauration d'une prime à l'abattage et mise en place graduelle d'une enveloppe financière (dite également enveloppe de flexibilité) pour chaque État membre afin de compléter les paiements relatifs aux bovins mâles et femelles (y compris aux vaches laitières). Signalons également que, désormais, tous les animaux présents sur l'exploitation, et non plus uniquement ceux qui bénéficient d'une prime, sont pris en compte pour le calcul du chargement (sauf pour les plafonds de PMTVA et PSBM).

Ces mesures auront-elles plus de succès que les précédentes ? Il est aujourd'hui difficile de l'affirmer. Soulignons cependant que la filière, outre son adaptation à ce nouveau changement de politique devra également faire face à deux autres défis d'importance. Sur le plan national, il s'agit de regagner la confiance des consommateurs au sortir d'une deuxième crise de l'ESB. A l'international, il faudra négocier au mieux le prochain accord agricole. Concernant le volet "soutien interne", les aides de la boîte bleue (à savoir l'ensemble des soutiens à la tête) qui constituent le principal mode de soutien des exploitations d'élevage sont d'ores et déjà dans la ligne de mire de nos partenaires. Quant au volet "subventions à l'exportation", face à une éventuelle disparition à moyen terme des restitutions, sa modification risque de déstabiliser un secteur pour lequel les ventes sur pays tiers restent indispensables à l'équilibrage du marché.

Il n'existe pas de solution simple, ni immédiate, pour résoudre les difficultés auquel le secteur est, aujourd'hui plus que jamais, confronté. Il semble toutefois difficile de ne pas s'orienter rapidement à la fois vers une maîtrise accrue de la production et une réorientation prononcée des soutiens publics en faveur des systèmes de production les plus extensifs.

BIBLIOGRAPHIE

BOYER Ph. (1997). **Les exploitations françaises d'élevage bovin. Quatre ans après la réforme de la PAC.** *Notes et Études Économiques*, n°4, juillet.

CASAGRANDE P., FRAYSSE J.-L. (1996). **Les cheptels allaitants répondent présent à la réforme. Bilan de trois années d'application de la réforme.** *Agreste - Les cahiers*, numéros 1-2, mars - juin.

CASTEL-FIAT F. (1996). **Encéphalopathie spongiforme bovine. Un électrochoc pour une filière qui souffre d'un mal profond déjà ancien.** *Agreste - Les cahiers*, n°12, décembre.

CASTEL-FIAT. (1997). **L'élevage bovin s'est orienté vers la viande de 1990 à 1995.** *Agreste - Les cahiers*, n°13, mars.

CHAMBRES D'AGRICULTURE (1994). **La réforme de la politique agricole commune. Mise en œuvre en France : les modalités d'application.** *Supplément au n°821*, avril.

CHATELLIER V., COLSON F., ARNAUD F., GUESDON J.-C., KEMPF M., LEGENDRE J., PERROT C. (1997). **La diversité des systèmes d'élevage bovin en France et leur contribution à la production de viande bovine.** INRA Prod. Animale Nantes.

GUESDON J.-C., BONTRON J.-C., BOURGEOIS L., CHATELLIER V., PERROT C., YOU G. (2001). **Élevage bovin : prospective 2020,** *Chambres d'Agriculture n°897*, avril.

INSTITUT DE L'ÉLEVAGE (1995). **Impact de la réforme de la PAC sur les systèmes d'élevage.** *Le dossier du GEB filières n°237-238.*

LIENARD G., LHERM M., PIZAINÉ M.-C., Le MARÉCHAL J.-Y., BOUSSANGE B., BELARD J.-F. (2001). **Adaptation des élevages allaitants limousins. Référence sur 10 ans d'un groupe d'éleveurs de Corrèze et Haute Vienne. De l'avant réforme de la PAC à "l'après première ESB", de 1989/90 à 1998/99.** INRA Laboratoire d'Économie et d'élevage Clermont-Ferrand-Theix, CEMAGREF et Chambre d'agriculture de Corrèze.

ANNEXES

Annexe 1 – Évolution des différentes composantes du produit brut bovin, par région

| Produit brut, en F/expl. | | 1990 | 1995 | 1996 | 1999 | 99/90 |
|--------------------------|----------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------|
| AUVERGNE | Veaux de batterie | 3% | 0% | 0% | 0% | -84% |
| | Autres veaux de boucherie | 0% | 0% | 0% | 0% | -36% |
| | Autres bovins de - d'1 an | 30% | 40% | 43% | 51% | 85% |
| | Bovins mâles de 1 à 2 ans | 19% | 13% | 14% | 11% | -34% |
| | Bovins femelles de 1 à 2 ans | 6% | 4% | 5% | 6% | -1% |
| | Bovins mâles de 2 ans et + | 10% | 13% | 11% | 4% | -55% |
| | Génisses d'élevage de 2 ans et + | 3% | 3% | 2% | 4% | 29% |
| | Génisses viande de 2 ans et + | 8% | 4% | 5% | 4% | -50% |
| | Vaches allaitantes | 20% | 23% | 20% | 20% | 5% |
| | TOTAL (en F/exploitation) | 245 400 | 242 200 | 186 300 | 268 400 | 9% |
| BOURGOGNE | Veaux de batterie | 0% | 0% | 0% | 0% | *** |
| | Autres veaux de boucherie | 0% | 0% | 0% | 0% | *** |
| | Autres bovins de - d'1 an | 21% | 30% | 27% | 17% | 15% |
| | Bovins mâles de 1 à 2 ans | 30% | 24% | 30% | 33% | 59% |
| | Bovins femelles de 1 à 2 ans | 7% | 11% | 8% | 13% | 149% |
| | Bovins mâles de 2 ans et + | 8% | 3% | 2% | 2% | -64% |
| | Génisses d'élevage de 2 ans et + | 8% | 5% | 6% | 9% | 56% |
| | Génisses viande de 2 ans et + | 2% | 0% | 2% | 2% | 23% |
| | Vaches allaitantes | 23% | 27% | 26% | 24% | 46% |
| | TOTAL (en F/exploitation) | 289 000 | 350 100 | 268 900 | 410 600 | 42% |
| LIMOUSIN | Veaux de batterie | 0% | 0% | 0% | 0% | *** |
| | Autres veaux de boucherie | 7% | 7% | 8% | 11% | 85% |
| | Autres bovins de - d'1 an | 40% | 38% | 45% | 39% | 18% |
| | Bovins mâles de 1 à 2 ans | 14% | 19% | 17% | 16% | 32% |
| | Bovins femelles de 1 à 2 ans | 13% | 11% | 7% | 9% | -10% |
| | Bovins mâles de 2 ans et + | 1% | 1% | 0% | 1% | 6% |
| | Génisses d'élevage de 2 ans et + | 4% | 0% | 3% | 3% | -9% |
| | Génisses viande de 2 ans et + | 0% | 1% | 1% | 2% | *** |
| | Vaches allaitantes | 21% | 21% | 19% | 20% | 17% |
| | TOTAL (en F/exploitation) | 221 900 | 240 700 | 193 400 | 270 000 | 22% |
| MIDI PYRÉNÉES | Veaux de batterie | 2% | 0% | 1% | 5% | 265% |
| | Autres veaux de boucherie | 1% | 2% | 5% | 5% | 473% |
| | Autres bovins de - d'1 an | 37% | 66% | 63% | 62% | 129% |
| | Bovins mâles de 1 à 2 ans | 19% | 5% | 2% | 7% | -46% |
| | Bovins femelles de 1 à 2 ans | 16% | 2% | 1% | 2% | -81% |
| | Bovins mâles de 2 ans et + | 2% | 1% | 1% | 1% | -17% |
| | Génisses d'élevage de 2 ans et + | 5% | 4% | 2% | 1% | -71% |
| | Génisses viande de 2 ans et + | 0% | 1% | 0% | 0% | *** |
| | Vaches allaitantes | 18% | 19% | 25% | 16% | 18% |
| | TOTAL (en F/exploitation) | 159 000 | 173 624 | 125 900 | 217 800 | 37% |
| PAYS DE LA LOIRE | Veaux de batterie | 0% | 0% | 0% | 0% | *** |
| | Autres veaux de boucherie | 0% | 0% | 0% | 0% | *** |
| | Autres bovins de - d'1 an | 3% | 2% | 7% | 10% | 360% |
| | Bovins mâles de 1 à 2 ans | 44% | 55% | 45% | 45% | 22% |
| | Bovins femelles de 1 à 2 ans | 1% | 1% | 7% | 6% | 426% |
| | Bovins mâles de 2 ans et + | 9% | 3% | 3% | 3% | -63% |
| | Génisses d'élevage de 2 ans et + | 8% | 9% | 9% | 3% | -51% |
| | Génisses viande de 2 ans et + | 21% | 6% | 4% | 6% | -64% |
| | Vaches allaitantes | 15% | 25% | 25% | 26% | 114% |
| | TOTAL (en F/exploitation) | 243 200 | 265 800 | 221 300 | 289 100 | 19% |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

Annexe 2 – Évolution des charges de 1990 à 1999 pour l'OTEX "bovins viande"

| | 1990 | 1995 | 1999 |
|--|---------|---------|---------|
| Total des charges d'exploitation | 243 200 | 279 600 | 332 500 |
| <i>dont</i> | | | |
| - Consommations intermédiaires | 134 700 | 158 500 | 188 100 |
| <i>Aliments du bétail</i> | 32 200 | 34 000 | 39 900 |
| <i>Engrais et amendements</i> | 22 800 | 20 700 | 25 000 |
| <i>Produits phytosanitaires</i> | 4 600 | 5 100 | 5 900 |
| <i>Produits vétérinaires</i> | 7 100 | 10 800 | 11 900 |
| <i>Semences et plants</i> | 5 400 | 5 400 | 6 000 |
| <i>Carburants et lubrifiants</i> | 7 300 | 7 600 | 9 000 |
| <i>Autres consommations intermédiaires</i> | 55 300 | 74 900 | 90 400 |
| - Autres charges | 108 500 | 121 100 | 144 400 |
| <i>Ensemble impôts et taxes</i> | 6 000 | 5 500 | 5 800 |
| <i>Loyers et fermages</i> | 22 000 | 26 500 | 31 200 |
| <i>Charges financières</i> | 17 900 | 16 100 | 14 700 |
| <i>dont charges financières à LMT</i> | 14 400 | 13 300 | 12 800 |
| <i>Salaire et charges sociales</i> | 3 700 | 4 500 | 5 400 |
| <i>Frais d'assurance</i> | 12 200 | 15 200 | 18 000 |
| <i>Dotations aux amortissements</i> | 46 700 | 53 300 | 69 300 |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

Annexe 3 - La réforme de la PAC de 1992 et l'OCM bovine

Mode d'attribution et évolution du montant des primes bovines

Dans le secteur bovin, la baisse du prix d'intervention s'est accompagnée de la revalorisation de primes préexistantes.

Les primes dans le secteur de l'élevage bovin

| | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|
| PMTVA | | | | |
| <i>Montants en écus par tête</i> | | | | |
| - Part communautaire | 50 | 70 | 95 | 120 |
| - Part nationale pour moins de 40 vaches | 35 | 25 | 25 | 25 |
| - Part nationale au-dessus de 40 vaches | 15 | 5 | 5 | 5 |
| <i>Montant total en francs par tête</i> | | | | |
| - Pour moins de 40 vaches | 671 | 758 | 658 | 1157 |
| - Au-dessus de 40 vaches | 513 | 598 | 798 | 998 |
| PSBM | | | | |
| <i>Montants en écus par tête</i> | 40 | 60 | 75 | 90 |
| <i>Montants en francs par tête</i> | 316 | 479 | 599 | 718 |
| Complément extensification | | | | |
| <i>Montants en écus par tête</i> | | 30 | 30 | 30 |
| <i>Montants en francs par tête</i> | | 239 | 239 | 239 |

Source : Agreste, mars - juin 1996 - n° 1-2

Ainsi, la PSBM (Prime Spéciale aux Bovins Mâles) passe de 40 écus/tête à 180 écus, payable en deux fois au cours de la vie de l'animal. En effet, les bovins mâles sont "primables" au maximum deux fois au cours de leur vie : 90 écus entre 10 et 22 mois, puis 90 écus à partir de 23 mois.

La PMTVA (Prime de Maintien du Troupeau de Vaches Allaitantes) passe quant à elle de 50 à 120 écus/tête. On instaure également une prime nationale à la vache allaitante, limitée à 30 écus par tête, de façon à éviter la distorsion de concurrence entre pays.

De plus, de façon à maîtriser la production et favoriser l'orientation vers des systèmes plus extensifs, ces aides sont contingentées au niveau individuel (PMTVA) ou au niveau national (dans le cas de la PSBM l'éleveur ne peut pas recevoir plus de 90 primes par année civile et par classe d'âge). Enfin, le nombre d'animaux "primables" par exploitation est limité par un seuil de densité de cheptel. Après une phase de transition de trois ans, ce seuil est fixé, en 1996, à 2 UGB/ha.

Des primes supplémentaires (30 écus par tête) sont accordées aux élevages à faible chargement (moins de 1,4 UGB/ha de surface fourragère: "prime à l'extensification"). A l'origine ce complément extensif est mis en place, non pas pour favoriser l'extensification des élevages, mais plutôt pour aider les élevages allaitants herbagers qui ne bénéficient pas des paiements compensatoires comme les élevages produisant des céréales.

En plus des aides évoquées ci-dessus, les éleveurs allaitants ont bénéficié de la revalorisation, ou de la création d'autres types de soutiens, non spécifiques à l'OCM bovine.

Les aides bénéficiant de cofinancement

L'ICHN (Indemnité Compensatrice de Handicap Naturel), qui existait depuis 1974 a été largement revalorisée. Elle s'applique en zone de montagne, haute montagne, piémont et zone défavorisée simple. Elles est destinée aux éleveurs de bovins, ovins, équins et caprins dans la limite de 50 UGB par exploitation et 1 UGB/ha de surface fourragère.

Les mesures agri-environnementales (MAE) dont la "prime au maintien des élevages extensifs", dite "prime à l'herbe" (300 F/ha depuis 1995) bénéficient également aux éleveurs allaitants. Cette prime est versée sous condition, notamment, d'un chargement fixé à moins de 1,4 UGB/ha et d'un taux de spécialisation en prairies d'au moins 75% de la SAU.

Les paiements compensatoires en grandes cultures

Les aides directes à l'hectare instaurées pour les productions céréalières, oléagineuses et protéagineuses bénéficient également au secteur de l'élevage. Dans le cas des exploitations de l'OTEX 42, ces aides concernent plus particulièrement les superficies en maïs fourrage et dans une moindre mesure en céréales à paille, utilisées pour l'intra-consommation.

...et l'agenda 2000

Au printemps 1999, une nouvelle réforme de la PAC a été décidée. Elle est entrée en application en janvier 2000. Dans le secteur bovin, les mesures décidées sont dans le droit fil de celles adoptées en 1992 :

- nouvelle baisse des prix institutionnels de 20%,
- revalorisation des aides à la tête : la prime spéciale de base pour les animaux mâles (PSBM) sera portée en trois étapes à 210 euros pour les jeunes bovins mâles et à 300 euros (payés en deux fois) pour les bœufs. La prime à la vache allaitante (PMTVA) sera portée à 200 euros en 2002 et continuera de se baser sur des plafonds individuels. Le complément national vache allaitante, qui s'ajoute à la prime de base communautaire, passe de 30 à 50 € par tête, pour les 40 premières vaches. Les droits à prime peuvent être utilisés pour des génisses jusqu'à concurrence de 20%. Pour les exercices 2000 et 2001, le montant des primes à l'extensification est fixé à 33 euros par animal lorsque le chargement est compris entre 1,6 et 2,0 UGB/ha et à 66 euros s'il est inférieur à 1,6 UGB/ha. A partir de 2002, ces valeurs passent à 40 euros par animal quand le chargement est compris entre 1,4 et 1,8 UGB/ha et à 80 euros s'il est inférieur à 1,4 UGB/ha,
- maintien de la prime au maïs ensilage,
- instauration d'une prime à l'abattage qui s'élèvera à 80 euros pour les taureaux, les bœufs, les vaches laitières, les vaches allaitantes et les génisses (à partir de 8 mois pour tous ces animaux) et à 50 euros pour les veaux (âgés de 1 à 7 mois, et dont la carcasse pèse moins de 160 kg).
- et mise en place graduelle d'une enveloppe financière (dite également enveloppe de flexibilité) pour chaque État membre afin de compléter les paiements relatifs aux bovins mâles et femelles (y compris aux vaches laitières). Signalons également que, désormais, tous les animaux présents sur l'exploitation, et non plus uniquement ceux qui bénéficient d'une prime, sont pris en compte pour le calcul du chargement (sauf pour les plafonds de PMTVA et PSBM).

*Annexe 4 – Évolution de la part des aides dans le revenu disponible des exploitations
de l'OTEX "bovins viande"*

| | | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 |
|---------------------------------|------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Auvergne | <i>Aides</i> | 72 700 | 59 400 | 74 000 | 104 200 | 125 300 | 152 800 | 183 600 | 154 000 | 160 500 | 160 700 |
| | <i>Revenu</i> | 116 500 | 81 400 | 109 700 | 151 000 | 159 700 | 173 900 | 152 000 | 134 300 | 148 600 | 159 200 |
| | <i>soit en %</i> | 62% | 73% | 67% | 69% | 78% | 88% | 121% | 115% | 108% | 101% |
| Bourgogne | <i>Aides</i> | 59 100 | 64 400 | 81 000 | 112 400 | 144 800 | 175 000 | 206 400 | 205 900 | 211 800 | 197 800 |
| | <i>Revenu</i> | 90 700 | 73 300 | 145 700 | 182 700 | 191 700 | 200 800 | 156 300 | 202 300 | 225 200 | 209 900 |
| | <i>soit en %</i> | 65% | 88% | 56% | 62% | 76% | 87% | 132% | 102% | 94% | 94% |
| Limousin | <i>Aides</i> | 56 600 | 49 800 | 53 300 | 85 700 | 107 100 | 124 100 | 155 600 | 133 200 | 137 400 | 132 500 |
| | <i>Revenu</i> | 108 900 | 90 400 | 93 800 | 142 300 | 160 900 | 135 800 | 116 700 | 145 100 | 162 800 | 150 800 |
| | <i>soit en %</i> | 52% | 55% | 57% | 60% | 67% | 91% | 133% | 92% | 84% | 88% |
| Midi Pyrénées | <i>Aides</i> | 46 000 | 41 300 | 54 800 | 58 900 | 107 400 | 105 700 | 131 700 | 121 900 | 119 700 | 111 100 |
| | <i>Revenu</i> | 67 100 | 59 600 | 66 300 | 90 700 | 126 100 | 123 100 | 106 200 | 143 400 | 105 900 | 117 900 |
| | <i>soit en %</i> | 69% | 69% | 83% | 65% | 85% | 86% | 124% | 85% | 113% | 94% |
| Pays de la Loire | <i>Aides</i> | 41 100 | 53 300 | 44 000 | 60 600 | 90 900 | 106 600 | 133 400 | 118 100 | 115 600 | 107 300 |
| | <i>Revenu</i> | 64 300 | 70 100 | 90 300 | 110 300 | 133 500 | 112 800 | 105 800 | 135 300 | 137 400 | 112 700 |
| | <i>soit en %</i> | 64% | 76% | 49% | 55% | 68% | 95% | 126% | 87% | 84% | 95% |
| - de 1 UGB/ha | <i>Aides</i> | 48 600 | 45 700 | 51 300 | 80 400 | 98 500 | 118 400 | 164 500 | 142 200 | 141 200 | 126 500 |
| | <i>Revenu</i> | 56 800 | 45 300 | 59 400 | 110 300 | 113 300 | 115 200 | 100 200 | 147 500 | 141 700 | 136 300 |
| | <i>soit en %</i> | 86% | 101% | 86% | 73% | 87% | 103% | 164% | 96% | 100% | 93% |
| 1 à 1,6 UGB/ha | <i>Aides</i> | 54 500 | 53 000 | 60 900 | 85 600 | 112 100 | 129 900 | 161 000 | 145 900 | 148 900 | 141 500 |
| | <i>Revenu</i> | 101 500 | 82 400 | 110 900 | 141 400 | 162 400 | 147 500 | 131 500 | 149 900 | 169 000 | 156 000 |
| | <i>soit en %</i> | 54% | 64% | 55% | 61% | 69% | 88% | 122% | 97% | 88% | 91% |
| + de 1,6 UGB/ha | <i>Aides</i> | 46 600 | 54 300 | 56 000 | 77 100 | 109 800 | 119 100 | 140 700 | 138 600 | 128 900 | 128 900 |
| | <i>Revenu</i> | 72 500 | 79 100 | 103 600 | 141 400 | 160 300 | 141 600 | 126 600 | 154 300 | 133 800 | 136 500 |
| | <i>soit en %</i> | 64% | 69% | 54% | 55% | 68% | 84% | 111% | 90% | 96% | 94% |
| Toutes OTEX | <i>Aides</i> | 20 400 | 22 300 | 35 100 | 73 500 | 89 800 | 109 000 | 116 000 | 118 000 | 120 000 | 121 500 |
| | <i>Revenu</i> | 164 000 | 151 600 | 156 600 | 162 100 | 189 200 | 219 400 | 219 500 | 233 300 | 237 500 | 226 800 |
| | <i>soit en %</i> | 12% | 15% | 22% | 45% | 47% | 50% | 53% | 51% | 51% | 54% |
| Bovins viande | <i>Aides</i> | 51 100 | 51 800 | 57 600 | 82 400 | 108 400 | 124 900 | 156 300 | 143 200 | 141 500 | 135 800 |
| | <i>Revenu</i> | 84 400 | 74 000 | 97 600 | 133 500 | 150 500 | 139 800 | 124 700 | 150 600 | 153 100 | 147 200 |
| | <i>soit en %</i> | 61% | 70% | 59% | 62% | 72% | 89% | 125% | 95% | 92% | 92% |
| Bovins lait et mixte | <i>Aides</i> | 18 300 | 19 100 | 19 300 | 36 600 | 50 400 | 63 200 | 68 500 | 69 000 | 67 800 | 68 600 |
| | <i>Revenu</i> | 129 400 | 121 900 | 144 700 | 172 600 | 186 900 | 189 700 | 168 000 | 188 500 | 199 800 | 183 500 |
| | <i>soit en %</i> | 14% | 16% | 13% | 21% | 27% | 33% | 41% | 37% | 34% | 37% |
| Ovins / caprins | <i>Aides</i> | 73 100 | 81 000 | 76 000 | 106 700 | 112 800 | 119 300 | 122 300 | 122 000 | 136 000 | 131 000 |
| | <i>Revenu</i> | 107 300 | 101 900 | 100 300 | 125 700 | 126 300 | 135 000 | 135 500 | 149 800 | 157 700 | 148 700 |
| | <i>soit en %</i> | 68% | 79% | 76% | 85% | 89% | 88% | 90% | 81% | 86% | 88% |
| Polyculture élevage | <i>Aides</i> | 21 400 | 24 100 | 38 600 | 83 700 | 103 000 | 130 400 | 140 100 | 140 300 | 140 500 | 144 800 |
| | <i>Revenu</i> | 127 400 | 117 100 | 137 200 | 162 600 | 189 700 | 229 200 | 222 300 | 222 000 | 212 200 | 203 400 |
| | <i>soit en %</i> | 17% | 21% | 28% | 51% | 54% | 57% | 63% | 63% | 66% | 71% |
| Grandes cultures | <i>Aides</i> | 11 200 | 13 200 | 49 400 | 130 900 | 159 100 | 195 700 | 199 400 | 206 900 | 207 600 | 214 300 |
| | <i>Revenu</i> | 172 900 | 164 700 | 162 300 | 178 900 | 216 200 | 258 700 | 267 700 | 271 800 | 258 100 | 235 900 |
| | <i>soit en %</i> | 6% | 8% | 30% | 73% | 74% | 76% | 74% | 76% | 80% | 91% |

Source : RICA, traitements PECARI – DAF/SDEPE/BAEP

Notes et Études Économiques
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE
Direction des Affaires Financières

Renseignements :

Sous-Direction de l'Évaluation, de la Prospective et des Études – tél. : 01.49.55.42.09
78, rue de Varenne – 75349 Paris 07 SP

Diffusion :

Service Central des Enquêtes et Études Statistiques
Bureau des ventes – BP 88
31326 – Castanet Tolosan cedex

Vente au numéro :

mel : agreste-ventes@agriculture.gouv.fr

fax : 05.61.28.93.66

Abonnement :

tél. : 05.61.28.93.05

Prix : 9,91 €